

FÉVRIER 1995

LE COURRIER DE L'UNESCO



L'EXPLOSION MULTIMÉDIATIQUE
QUO VADIS?

ET UN ENTRETIEN AVEC **RÉGIS DEBRAY**



PATRIMOINE

**LE GRAND TEMPLE INDIEN
DE TANJAVUR**

ENVIRONNEMENT

ROULER PROPRE: UN RÊVE?

M 1205 - 9502 - 22,00 F



Pour cette rubrique CONFLUENCES, envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant.

Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.



**Le grand
manitou créa le
soleil, la lune et
les étoiles**

1994, huile sur toile
(92 x 73 cm)
de Danie Moulin

«Ma peinture se veut message d'amour universel», affirme cette artiste française. Pour inspirer à l'être humain plus d'humilité, elle se plaît à lui rappeler, par des signes et des symboles empruntés à diverses cultures, l'existence de l'Autre. Cette toile fait partie d'un ensemble qui relatera la légende d'une tribu indienne d'Amérique en employant son propre langage graphique.



Notre couverture:
Image de synthèse sur fond de
circuit intégré.

L'EXPLOSION MULTIMÉDIATIQUE QUO VADIS ?

5 Entretien avec **Régis Debray**

36 MÉMOIRE DU MONDE
Le grand temple indien de Tanjavur
par Appasamy Murugaiyan

41 ESPACE VERT
Rouler propre: un rêve?
par France Bequette

40 ANNIVERSAIRE
Fouzoûlî, poète de l'amour du divin

45 ACTION UNESCO

46 ARCHIVES
**La formation de l'homme moderne: intuition
et intelligence**
par Salvador de Madariaga

48 NOTES DE MUSIQUE
La batterie, cœur de jazz
par Isabelle Leymarie

**49 1995: ANNÉE DES NATIONS UNIES
POUR LA TOLÉRANCE**
De la folie
par Lie-tseu

50 Le Courrier des lecteurs

8 Nouvelles façons d'être ensemble
par Daniel Bougnoux

11 Une communication inégalitaire
par Armand Mattelart

15 Qui a peur des médias?
par Eduardo Valverde

16 L'interactivité mène-t-elle à la démocratie?
par Michel Sénécal

19 Internet: Invitation au voyage
par Denise Pelissier

20 Du village global à la psyché planétaire
par Derrick de Kerckhove

23 Les écueils de la liberté
par Marcin Frybes

26 Monopoles, minarets et vidéo
par Sadok Hammami

30 La stratégie de l'UNESCO
entretien avec Henrikas louchkiavitchious

**31 De la guerre froide à l'ère des nouvelles
technologies**
par Alain Modoux

32 Pour en savoir plus

Consultant: Daniel Bougnoux

34

La chronique de Federico Mayor

Directeur: Bahgat Elnadi
Rédacteur en chef: Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction: Gillian Whitcomb

Français: Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Rubriques: Jasmina Sopova

Unité artistique, fabrication: Georges Servat (47.25)

Illustration: Ariane Bailey (46.90)

Documentation: José Banaag (46.85)

Relations éditions hors Siège et presse: Solange Belin
(46.87)

Secrétariat de direction: Annie Brachet (47.15),

Assistante administrative: Theresa Pinck

Editions en braille (français, anglais, espagnol et
coréen): Mouna Chatta (47.14).

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Dominique Anderes (Berne)

Arabe: El-Saïd Mahmoud El Sheniti (Le Caire)

Italien: Mario Guidotti (Rome)

Hindi: Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Akbar Zargar (Téhéran)

Néerlandais: Claude Montrieux (Anvers)

Portugais: Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Ourdou: Wali Mohammad Zaki (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Coréen: Yi Tong-ok (Séoul)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar-es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Shen Guofen (Beijing)

Bulgare: Dragomir Petrov (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Finois: Marjatta Oksanen (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Do Phuong (Hanoi)

Pachto: Nazer Mohammad Angar (Kaboul)

Haoussa: Habib Alhassan (Sokoto)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senin Fernández (Saint-Jacques-de-Compostelle)

VENTES ET PROMOTION. Télécopie: 45.68.45.89

Abonnements: Marie-Thérèse Hardy (45.65), Jacqueline

Louise-Julie, Manichan Ngonekeo, Michel Ravassard, Mohamed

Salah El Din (49.19)

Liaison agents et abonnés: Ginette Motreff (45.64)

Comptabilité: (45.65). Magasin: (47.50)

ABONNEMENTS. Tél.: 45.68.45.65

1 an: 211 francs français. 2 ans: 396 francs.

Pour les étudiants: 1 an: 132 francs français.

Pour les pays en développement:

1 an: 132 francs français. 2 ans: 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an): 113 francs.

Reliure pour une année: 72 francs.

Paiement par chèque bancaire (sauf Eurochèque). CCP ou
mandat à l'ordre de l'UNESCO.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition
d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du
Courrier de l'UNESCO», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs
devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright
seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits
non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompa-
gnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le
Courrier de l'UNESCO expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas
nécessairement celles de l'UNESCO ou de la Rédaction. Les titres des articles
et légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figu-
rent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance offi-
cielle par l'UNESCO ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ AU LUXEMBOURG (Printed in Luxembourg)

DÉPOT LÉGAL: C1 - FÉVRIER 1995

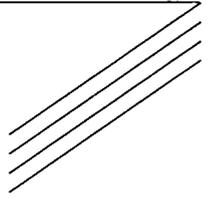
COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition, Photogravure: Le Courrier de l'UNESCO.
Impression: IMPRIMERIE SAINT-PAUL, 2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg
ISSN 0304-3118

N°2-1995-OPI-94-534 F



Au fil des mois



Faut-il considérer les foudroyants progrès de la communication comme une menace ou les saluer, au contraire, comme une promesse? Si tant de grands esprits s'opposent sur ce point, ou hésitent à se prononcer, c'est bien parce que ces progrès sont ambivalents, que leurs retombées actuelles, et leurs effets prévisibles à terme, entraînent de tels changements dans nos habitudes, nos comportements et nos pensées, que nous sommes à la fois fascinés par les nouvelles perspectives qu'ils nous offrent et effrayés par la part d'inconnu, d'imprévisible, qu'ils nous forcent désormais d'assumer.

Ce numéro du *Courrier* voudrait vous aider à y voir plus clair. Et d'abord à mesurer la relativité des points de vue, qui diffèrent selon qu'on se trouve à l'Ouest, à l'Est ou au Sud; qu'on se place du côté des puissances productrices de technologies de pointe, émettrices de savoirs, d'informations et de programmes de loisir, ou du côté des régions qui ne peuvent que recevoir ce que les autres émettent; qui diffèrent aussi selon que l'on privilégie la liberté d'expression ou la liberté du commerce, l'écoute responsable du citoyen ou l'écoute passive du consommateur, l'ouverture à une culture globale ou la défense d'une culture singulière...

Mais en parcourant les nombreuses contributions, de tous horizons, qui tentent de cerner ce thème, comment ne pas être insensiblement conduits à nous poser la question qui, finalement, semble contenir toutes les autres: les progrès de la communication sont-ils en train de restreindre, d'étouffer, nos libertés — ou, vaille que vaille, de les multiplier et de les approfondir?

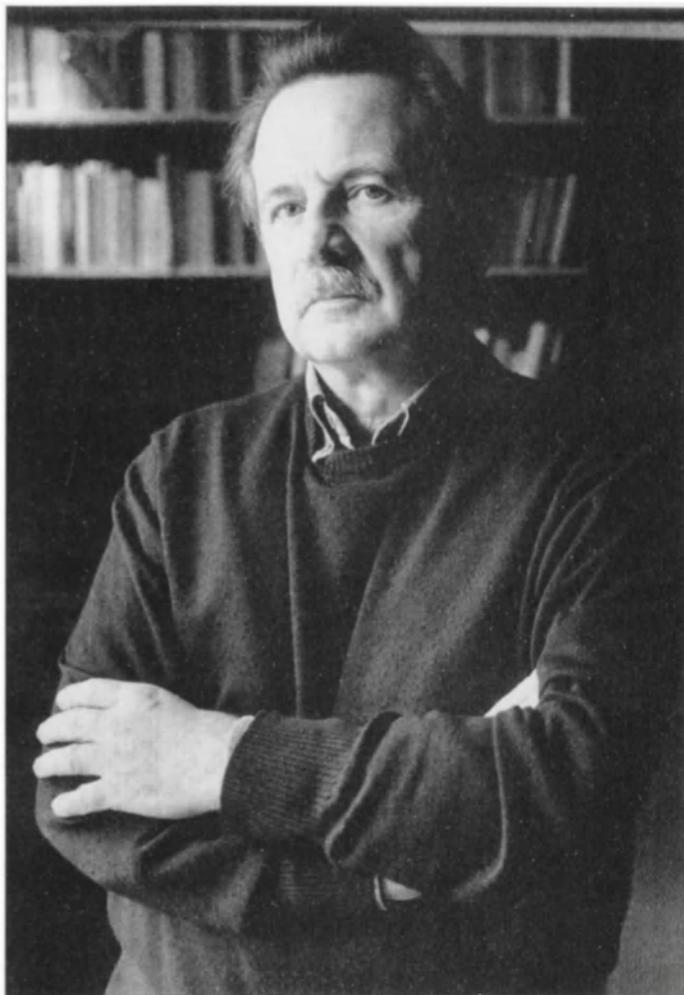
Nous tendons à penser, ici, que nos libertés y gagnent, et que, même, certains des principaux défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté, sont indissociables de la formidable explosion des libertés qui a accompagné, au cours des deux dernières décennies, la révolution informatique et médiatique.

En effet, à l'Est et au Sud de la planète, ces libertés ont surtout élargi l'horizon des consciences individuelles; elles ont enrichi le champ subjectif d'appréciation, de comparaison, de jugement, de choix et d'initiative personnels, plus qu'elles n'ont consolidé les droits politiques et sociaux de chacun. C'est pourquoi elles débouchent souvent sur une incertitude, une angoisse croissantes; sur des désirs, des besoins, des aspirations, beaucoup plus vastes que les moyens de les satisfaire; sur la tentation pour tous les laissés-pour-compte de s'accrocher à des paradis perdus, de rejeter en bloc la liberté, le progrès et le reste du monde.

Le monde actuel n'est pas à la hauteur des espérances qu'ont fait naître les nouvelles libertés. Mais n'en a-t-il pas, de tout temps, été ainsi? L'esprit de liberté est toujours premier. C'est lui qui défie les privilèges et les forces d'inertie, qui change les perspectives, qui dégagne les espaces neufs, les horizons insoupçonnés jusque-là, les solutions hier encore jugées impossibles. Et c'est au monde de s'adapter, de se transformer, pour ressembler aux projets que des hommes plus libres, devenus aussi plus responsables et plus solidaires, auront su rêver ensemble.

RÉGIS DEBRAY

répond aux questions de
Daniel Bounoux



Né en 1941, philosophe, homme de lettres, romancier, cet ancien élève de l'École normale supérieure est l'un des penseurs les plus brillants de sa génération. En 1967, il se joint aux compagnons du révolutionnaire latino-américain Che Guevara, ce qu'il paie de trois années d'emprisonnement en Bolivie. De retour en France, il collabore au Comité d'études sur les libertés mis en place par François Mitterrand, avant d'être nommé par celui-ci, lors de son élection à la présidence de la République française en 1981, conseiller pour les affaires étrangères, puis chargé de mission pour le tiers monde. Depuis une dizaine d'années, il se consacre plus particulièrement à une vaste réflexion sur le monde de l'image, qui débouche sur la mise en évidence d'une nouvelle discipline — la médiologie. Ses principaux ouvrages sur ce thème sont: *Cours de médiologie générale* (1991), *Vie et mort de l'image, une histoire du regard en Occident* (1992) et *Manifestes médiologiques* (1994), tous parus chez Gallimard.

■ Vous avez proposé une nouvelle discipline au titre encore énigmatique pour certains, la médiologie. Qu'est ce que c'est?

— La médiologie, discipline actuellement en chantier, voudrait traiter des fonctions sociales supérieures (la religion, la politique, l'idéologie, les mentalités) dans leurs rapports avec les structures techniques de transmission de l'information. Elle ne s'arrête donc pas à ses seuls supports, les médias. Ce qui l'intéresse, c'est l'efficacité symbolique: comment, dans une société donnée, des symboles — paroles, écrits, figures — en arrivent à produire des effets concrets, deviennent des forces matérielles. La communication au sens moderne est une réponse particulière, tardive, à une

question beaucoup plus lourde et permanente: la médiation. Notion fondamentale située au cœur de la théologie chrétienne, puisque le Christ est l'archétype du médiateur: «Et le Verbe s'est fait chair». La thèse médiologique est qu'il est possible d'établir, pour chaque période de l'histoire — du néolithique, de l'invention de l'écriture, à l'ère électronique — des corrélations vérifiables entre les activités symboliques d'un groupe humain, ses formes d'organisation politique et son mode de saisie, d'archivage et de circulation des traces (idéogrammes, lettres, caractères, sons, images).

■ Essayons de préciser le domaine de la médiologie, ses voisinages...

— Le domaine de la médiologie? Toutes les interactions entre technique et culture, même les plus mineures et ténues, comme le papier journal ou l'onde hertziennne, mais aussi les réseaux de transport, les organigrammes des églises ou des partis, etc... Le voisinage de la médiologie? La sémiologie, mais celle-ci fait abstraction des supports matériels et des discontinuités historiques, et ne s'intéresse pas au pouvoir, mais au sens des signes. La sociologie, qui prend en compte les milieux de réception des idées et des images, mais dédaigne l'événement technique et le poids des appareillages. Notre voisine la plus proche est peut-être l'histoire des mentalités, car on ne peut

Le grand journaliste, le chanteur, la vedette concurrentent sérieusement le professeur comme pôle d'autorité; et le petit écran devient une instance d'apprentissage plus importante que l'école traditionnelle.

analyser un problème sans s'intéresser à la période dans laquelle il s'inscrit. La médiologie se construit à partir d'une multitude de travaux empiriques, centrés sur les matérialités de la culture.

■ **Quel est, dans ce contexte, le rôle de l'Etat?**

— L'Etat-nation européen est fils de l'imprimé (sans lequel la scolarisation de masse n'était pas pensable). En France, la Révolution française a mis au monde l'Etat éducateur, la République, autour de Condorcet. Culte du savoir et de la raison, subordination du particulier à la forme générale de la loi, ordre et progrès — tout cela suppose la domination de l'image par l'écrit. La vidéosphère va détruire ce dispositif qui a fonctionné à peu près jusqu'en 1968. Elle minore les médiations symboliques (l'écrit) et institutionnelles (parlement, partis, syndicats) au bénéfice de l'immédiateté émotive de l'image-son; le direct prend le pas sur le différé; le court sur le long terme; les personnalités visibles sur les politiques invisibles (qui ne peuvent passer à l'écran).

Conséquences: évanouissement des programmes de parti et des grands desseins officiels. L'Etat médiatisé est programmé par la machine de diffusion, dont

il épouse l'idéologie: atomisation du corps social en catégories, au détriment de l'intérêt général; sacralisation du majoritaire et du consensuel; promotion de l'usage en norme (puisque l'usage social majoritaire du texte, c'est la lecture du journal, apprenons aux écoliers à lire le journal); nécessité de fabriquer des événements, de monter des coups. En même temps qu'à une privatisation de l'Etat, on assiste à une marketisation du gouvernement: le client est roi, on gouverne à la demande sociale, au coup par coup. La logique de la demande renverse la logique de l'offre. La «cellule de communication» pilote chaque ministère.

■ **L'école aujourd'hui est-elle menacée ou enrichie par ces «nouvelles technologies»? Comment évoluent notre mémoire et nos savoirs à l'époque de la TV multichânes, des ordinateurs domestiques, du CD-ROM ou des banques de données?**

— Le grand journaliste, le chanteur, la vedette concurrentent sérieusement le professeur comme pôle d'autorité; et le petit écran devient une instance d'apprentissage plus importante que l'école traditionnelle. Or, c'est là une tendance très grave, car «savoir» ne se réduit pas à «savoir que». La connaissance, c'est plus que de l'information, la culture comme mémoire du sens, c'est plus que l'actualité comme présent amnésique. Le différé du texte contient plus que le direct de l'image-son.

On aurait donc tort de croire qu'une culture d'image peut dispenser des rigueurs de la pensée discursive et abstraite. Au fond, elle les suppose: une photo aérienne ne dira jamais rien à celui qui n'a pas fait un peu d'archéologie. Si on n'apprend pas un peu aux enfants à lire, on ne leur apprendra pas à voir. Si on met la diffusion des messages avant la formation des esprits, on met la charrue devant les bœufs.

Le problème, c'est qu'un cours d'initiation au solfège est aujourd'hui moins valorisant, pour un responsable gouver-

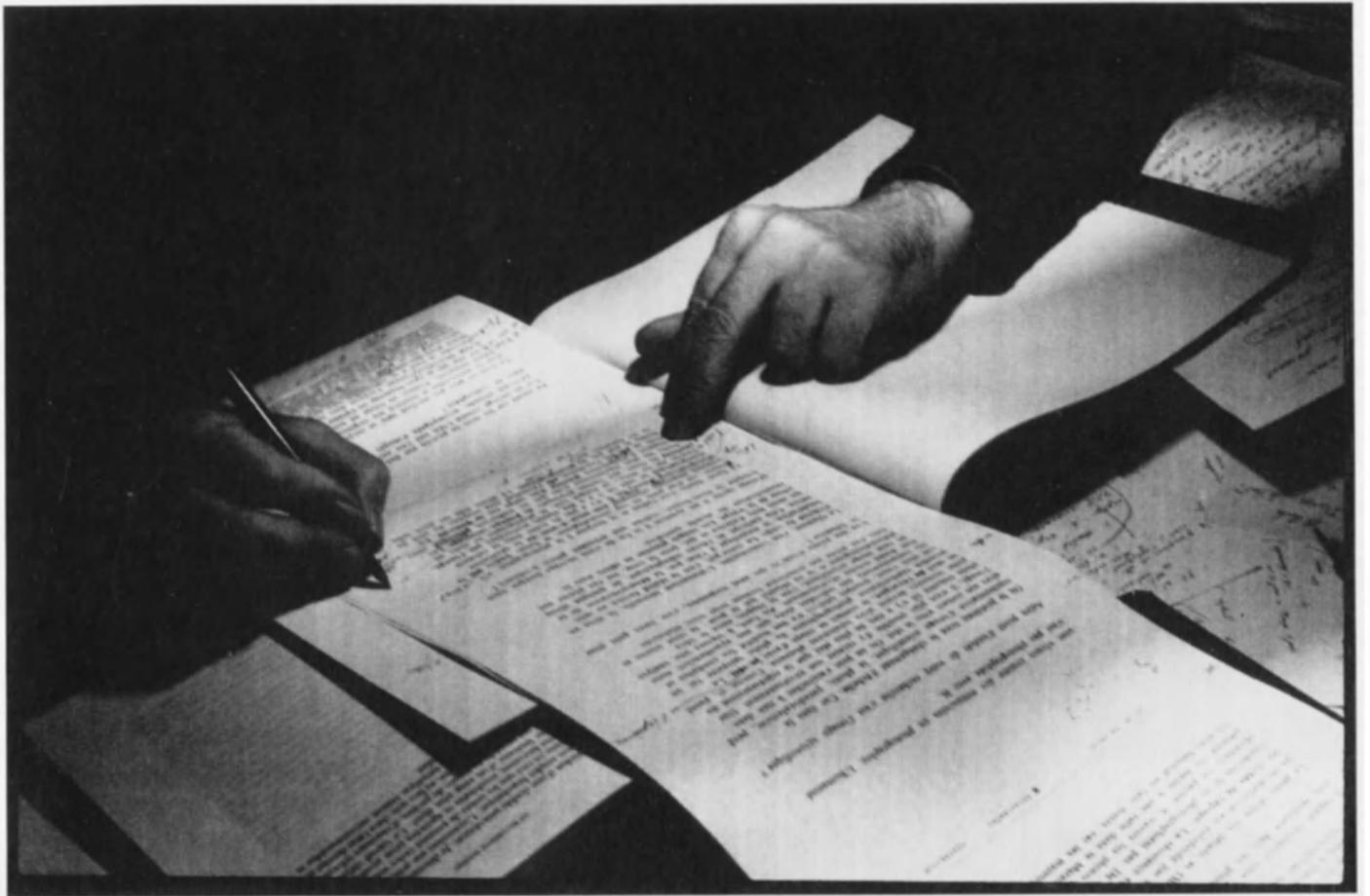
nemental, que l'inauguration d'un nouveau festival de musique qui aura une belle couverture de presse; mais le premier est plus nécessaire au développement d'une culture musicale que le second. Il me semble que la bibliothèque reste le meilleur chemin vers la vidéothèque, alors que l'inverse n'est pas vrai. Ceux qui remplacent les cours d'histoire par la vision en classe de films historiques sur cassettes contribuent à aligner un peu plus la demande sur l'offre culturelle.

Cela dit, le vrai problème, ou plutôt sa solution pédagogique, c'est l'ordinateur: il devrait pouvoir élargir l'université à distance, assurer la formation continue des adultes, offrir une plus grande égalité dans l'accès au savoir.

■ **Et le «village planétaire» tant annoncé depuis McLuhan?**

— La dimension manquante du village planétaire à la McLuhan, c'est ce que j'appellerai «l'effet jogging». Avec l'automobile, les futurologues de 1910 disaient: les citadins, coincés dans leur petite boîte à roues, vont avoir des jambes atrophiées. Résultat: à force de ne plus marcher, l'homme des villes s'est mis à courir. Plus la planète se mondialise, par ses objets, plus elle se tribalise, dans ses sujets. Chaque pas en avant dans l'unification économique du monde suscite par compensation un pas en arrière dans le domaine culturel et politique. La technique, c'est vrai, oblige à standardiser les vecteurs, et donc, en partie, les messages. Mais les différences de mentalité et de mémoire se rebellent là-contre. Chaque déséquilibre suscité par un progrès technique provoque un rééquilibrage ethnique. D'où les chassés-croisés entre la construction communautaire et une certaine balkanisation, entre les progrès de la science et ceux de la superstition, entre l'impératif économique et l'aspiration territoriale.

Notre village, toujours plus planétaire et cocardier — l'un parce que l'autre —, vit



à l'âge des nationalismes, séparatismes, irrédentismes, tribalismes, dont la face obscure a pour nom ségrégation, guerre, xénophobie. La pulsion de morcellement, qui menace au premier chef les grands Etats multinationaux, n'épargne pas les Etats plus anciennement «civilisés» et centralisés d'Europe.

■ **On connaît vos positions sur «l'exception culturelle»...**

— Avec l'exception culturelle, il s'agit d'éviter que les cinémas espagnol, brésilien, argentin, canadien, indien et autres se retrouvent ghettoïsés, folklorisés, condamnés au «petit débouché local de 10%» que le pouvoir impérial réserve aux amusements périphériques. C'est la survie des sans-voix et des sans-images qui est

La bibliothèque reste le meilleur chemin vers la vidéothèque, alors que l'inverse n'est pas vrai.

en jeu, quelle que soit leur langue. La question est celle-ci: a-t-on le droit aujourd'hui de faire circuler dans le monde plusieurs visions du monde ou une seule? Et si oui, veut-on s'en donner les moyens, avec des aides publiques à la production, une redistribution du profit, des quotas de diffusion?

Edison en son temps disait que «qui-conque contrôlera l'industrie du cinéma contrôlera le plus puissant moyen

d'influence sur le peuple». Il faudrait dire à présent: sur tous les peuples. L'image gouverne nos rêves et les rêves nos actions. Une hégémonie politique suppose toujours l'extinction des regards différents. La prolétarianisation culturelle des trois quarts de l'humanité risque de faire lever, au 21^e siècle, des rebelles plus décidés et plus nombreux que les prolétaires économiques du 19^e siècle. Veut-on convertir la planète en supermarché pour ne laisser aux peuples d'autre choix qu'entre l'ayatollah local et le Coca-Cola? Indigènes contre yuppies: ce clivage divise tous les pays. Prenons garde que l'âme des cultures minoritaires, noyées dans les vagues de l'image-son unique, ne trouvant plus où s'exprimer, s'en aille chercher un exutoire dans les pires régressions indigénistes ou intégristes. ■



Nouvelles façons d'être ensemble

par Daniel Bournoux

Communiquer, c'est mettre en commun, c'est entrer en relation. En ce sens l'extraordinaire développement des médias contemporains, qui s'accompagne d'une transformation des cultures, des identités, des modes d'exercice du pouvoir et de l'autorité, débouche sur l'invention de nouvelles façons d'être ensemble.

L'histoire de la civilisation se confond avec celle d'un détachement progressif du terroir millénaire, d'une dématérialisation des supports et des produits du travail humain, avec la promotion et la circulation accélérée des signes (et en premier lieu de la monnaie), avec une désacralisation et une mobilité croissantes, avec l'urbanisation. La paysannerie a cessé de piloter l'activité sociale, *culture* ne veut plus dire agriculture.

Communication, modernisation et rationa-

lisation avancent ainsi de pair. En liquidant l'assise rurale de la société (en l'an 2000 la moitié de la population mondiale s'entassera dans les villes), la modernisation qui a commencé en Europe avec la fin du Moyen Age arrache les individus à la glèbe pour les faire entrer dans le temps historique. Celui-ci est façonné, selon Max Weber, par trois grandes machines: l'économie de marché, les activités soumises au calcul et à l'analyse (la techno-science) et l'Etat-nation bureaucratique.

Cette triple ouverture peut se vivre également comme un déracinement. Elle a certes permis l'épanouissement de l'individualisme contemporain, mais au prix d'une révision radicale des anciens régimes d'identité. L'individu ne réside plus sur un sol stable. Avec l'avènement ou le progrès des techniques de communication, on assiste au passage:

— *du vertical à l'horizontal*: les médias qui ouvrent le monde rongent invinciblement les vieilles transcendances. D'où la laïcisation bien sûr, mais après l'Eglise, l'Ecole et l'Etat connaissent le même nivellement;

— *du stock aux flux*: dans la banque, dans l'entreprise comme dans l'économie des connaissances, la richesse se mesure moins en termes de capital fixe que par la capacité des opérateurs à mobiliser celui-ci, à le faire circuler; la monnaie elle-même est devenue de plus en plus abstraite et impalpable;

— *du contenu aux relations*: il ne suffit pas qu'une marchandise soit bonne, encore faut-il qu'elle trouve preneur. Sur le marché, l'être vaut ce que vaut son paraître, ce n'est pas la substance ou le contenu qui compte mais l'attrait ou la visibilité. Cet impératif publicitaire s'étend à tous les acteurs de la vie publique, hommes politiques, vedettes du spectacle ou de la culture, partout où «être, c'est être perçu»;

— *de l'hétéronomie à l'autonomie*: l'individu sommé de s'exprimer et d'être enfin lui-même, sans entraves ni appartenances, émerge comme type idéal et sujet par excellence au terme de ce lent processus de détachement et d'analyse.

Mais cette utopie des Temps modernes ne

peut tenir ses promesses. Nul en effet ne reçoit son identité de soi-même, mais toujours d'un sol, d'une famille ou de quelque amont symbolique. L'homme est un être territorial, qui a tout à redouter d'une culture devenue hors-sol, ou exposée aux courants d'air d'une communication tous azimuts.

Vers la standardisation des cultures?

Plus un message circule et plus il risque de perdre en saveur ou en information. C'est ainsi que le nouvel imaginaire d'une communication devenue monde peut engendrer une sous-culture cosmopolite, indifférente et superficielle, dont le sourire de Mickey serait le drapeau. Devant notre téléviseur de même, quand nous jouons avec le globe terrestre comme le dictateur de Chaplin avec un ballon, ce survol de la vie et de la mort des autres ne peut s'appeler un savoir. Sur la Bosnie et le Rwanda, tous les téléspectateurs savent, sans que cette conscience change grand chose au cours de l'histoire; l'ouverture communicationnelle engendre dans ce cas un sentiment d'impuissance et de honte.

De nouvelles craintes se précisent par ailleurs: à qui vont profiter les prochaines autoroutes

«L'histoire de la civilisation se confond... avec l'urbanisation. La paysannerie a cessé de piloter l'activité sociale». Ci-contre, la ville de New York (Etats-Unis). Ci-dessous, paysannes berbères dans le Haut Atlas, au Maroc.



Au champ du paysan ancestral s'est substituée la page, au labour mille formes d'écriture, au matériel dur le logiciel doux, jusqu'aux écrans d'ordinateurs qui multiplient extraordinairement nos inscriptions et nos mémoires.

de l'information? Comment faire pour que la mondialisation ou le tant annoncé «village planétaire» ne coïncident avec l'américanisation? Comment sauvegarder notre identité ou notre «exception» culturelle?

La récente déterritorialisation, si elle comble les vœux de quelques modernes qui vivent de plain-pied dans un nomadisme cosmopolite, cause chez la plupart mille frustrations identitaires: alors que le travail et l'habitation sont des marqueurs traditionnels de la personne, le monde moderne exigera de plus en plus de chacun qu'il change au cours de sa vie de profession, et de résidence, pour s'adapter au cours fuyant des choses. D'où un sentiment de perte du sens et de désarroi. Face à une mobilité croissante qui entraîne fatalement la rupture des anciennes solidarités et l'exclusion, un immense besoin identitaire s'exprime par le retour du religieux, des pères charismatiques et des politiques «populistes» qui promettent des identifications tangibles et de chaudes relations organiques.

Il n'est pas sûr pourtant que les médias modernes fabriquent de l'homogène. Le philosophe allemand Theodor Adorno y voyait un outil de standardisation de la culture; mais la notion même de masse se révèle ici trompeuse ou paresseuse, et les communications dites de masse, comme la consommation de même nom, tendent

«Devant notre téléviseur... ce survol de la vie et de la mort des autres ne peut s'appeler un savoir.» Ci-dessous, une équipe de la télévision britannique dans un camp de réfugiés rwandais au Zaïre.



au contraire à se ramifier, se spécifier, pour déboucher le singulier, l'occasionnel ou le distinctif.

Au plan mondial, enfin, il semble que la mosaïque des races, des cultures, des croyances ou des histoires soit beaucoup plus opaque que l'imaginaire superficiel de «la communication» voudrait nous le faire croire. La meilleure façon d'avoir quelque chose à communiquer n'est-elle pas d'approfondir sa propre culture?

L'énigme de la réception

De la standardisation relative des transmissions, on se gardera de conclure à l'uniformisation des effets, voire des messages que les spectateurs reçoivent (et élaborent) dans leurs propres mondes. La normalisation des communications de masse peut bien s'étendre à l'échelle mondiale, elle se heurtera quand même à la *boîte noire* de la réception. On ne sait pas comment les gens regardent, et on ne peut prévoir ce qu'ils retiennent.

L'identité n'est ni une chose, ni un dépôt, que l'on pourrait manipuler ou échanger à loisir, mais un système actif de relations et de représentations; chacun vit dans son «monde propre», retranché derrière un filtre comparable à la barrière immunologique. C'est pourquoi la transmission d'informations n'est pas un processus linéaire, mais circulaire (avec retour à l'envoyeur et/ou coproduction du message par le récepteur), donc aléatoire.

Nous modernes ne sommes pas enracinés verticalement dans la terre, ni bornés par le territoire, mais nos racines courent horizontalement, elles épousent le réseau des signes et des savoirs que nous sommes capables de traiter. Au champ du paysan ancestral s'est substituée la page, au labour mille formes d'écriture, au matériel dur le logiciel doux, jusqu'aux écrans d'ordinateurs qui multiplient extraordinairement nos inscriptions et nos mémoires.

L'extension de ces nouvelles machines annonce ainsi la fin *du* monde (unique, panoramique). Sous les assauts de la diversité, notre réalité recule ou s'émiette au profit de l'irréductible pluralité *des* mondes. Partout, la communication des signes double la production des biens et des services, et dans leur bariolage chacun se taille un habit d'Arlequin, qui préfigure de nouvelles figures du savoir, d'autres frontières ou affinités, de nouvelles façons d'être ensemble, et d'être soi. ■

DANIEL BOUGNOUX,

de France, est professeur de sciences de la communication à l'Université Stendhal de Grenoble-3. Il a notamment publié *La Communication par la bande* (La Découverte, 1991) et *Sciences de l'information et de la communication* (Larousse, coll. «Textes essentiels», 1993).



Une communication inégalitaire

par Armand Mattelart

La mondialisation des marchés et des échanges suscite de nouvelles disparités entre les nations. Elle risque d'entraîner la planète vers une économie, et une communication, à deux vitesses.

Ci-dessus,
la bourse de Tokyo.

La communication (pas seulement celle qui concerne les médias, mais aussi l'échange et la circulation des hommes, des biens et de l'ensemble des messages), s'est convertie en une forme d'organisation du monde. Devant la faillite de la vieille idéologie du progrès linéaire et continu, la communication a pris le relais. Elle s'affiche comme le paramètre de l'évolution de l'humanité, au moment où, faute de repères, celle-ci cherche désespérément un sens à son avenir.

Pour décrire cette phase de mondialisation des échanges par le développement des communications, on fait appel à la notion, directement empruntée à la langue anglaise, de *globalisation*.

Celle-ci est déjà inscrite dans les faits: de plus en plus, nos sociétés sont reliées par des réseaux d'information et de communication dont la logique est de fonctionner sur le mode universel. Mais c'est aussi une notion réductrice qui tient du prêt-à-porter idéologique et dissimule, plutôt qu'elle ne la révèle, la complexité de ce nouvel ordre mondial.

Bien que l'image de «village global» ait été lancée à la fin des années 1960 par l'universitaire canadien Marshall McLuhan*, cette représentation de la planète ne s'est imposée que dans les années 1980, avec la globalisation des marchés, des circuits de la finance, des entreprises, ainsi que de l'ensemble des échanges immatériels. Ce mouvement a été rendu possible par une vague de dérèglementations et de privatisations qui a fait du marché le régulateur de la société. Ce qui s'est traduit, d'un côté, par le recul des forces sociales, le déclin de l'Etat-providence et de la philosophie du service public, et, de l'autre, par

La liberté d'expression est désormais concurrencée par la liberté de commerce, dont on veut faire un nouveau droit de l'homme. Cela crée une tension constante entre la loi empirique du marché et la règle de droit, entre la souveraineté du consommateur et celle du citoyen.

la montée en puissance de l'entreprise, de ses valeurs et de l'intérêt privé.

A la faveur de cette mutation, qui a permis aux réseaux technologiques et aux grands groupes multimédias de se déployer, la communication a elle-même changé de nature et de statut: elle s'est professionnalisée et a vu se multiplier ses champs de compétence et ses métiers. Quant à ses méthodes, érigées en modèles de gestion des rapports sociaux, elles ont fini par imprégner l'ensemble de la société. Ainsi, les institutions étatiques, les organisations intergouvernementales, les collectivités locales et territoriales, voire des associations humanitaires aussi différentes que Médecins sans frontières, Greenpeace ou Amnesty International, n'hésitent pas à faire appel au savoir-faire des publicitaires pour resserrer leurs liens avec la société civile.

Un nouvel ordre mondial: le marketing

L'idée de globalisation est donc propre aux spécialistes du marketing et du management; elle est en quelque sorte leur grille de lecture du monde et le fondement du nouvel ordre mondial en gestation. Ils y voient la mort du taylorisme du début du siècle, parce que la hiérarchie des pouvoirs et la spécialisation des tâches qu'il instituait correspondait à une sédimentation du

monde aujourd'hui dépassée. L'espace local, l'espace national et l'espace international étaient alors considérés comme des paliers, compartimentés et imperméables l'un à l'autre. Le nouveau schéma de représentation de l'entreprise, et du monde dans lequel elle opère comme un «réseau», associe ces trois niveaux. Toute stratégie de l'entreprise-réseau sur le marché mondialisé doit être à la fois globale et locale — ce que les managers japonais expriment à travers le néologisme anglais *glocalize*. Un mot d'ordre régente cette nouvelle logique de l'entreprise, l'intégration: intégration des échelles géographiques, mais aussi de la conception, de la production et de la commercialisation, voire de sphères d'activités jadis séparées. Ce mot renvoie, bien sûr, à une vision holiste, ou encore cybernétique, de l'organisation du monde en grandes unités économiques.

La généralisation de la notion de globalisation dans la pensée stratégique des entrepreneurs a changé les règles du jeu international, ainsi que le cours des négociations engagées dans le domaine des réseaux de communication.

Un premier déplacement conceptuel s'est opéré dans la définition même de la liberté d'expression, désormais concurrencée par la «liberté d'expression commerciale» dont on veut faire un nouveau droit de l'homme. Cela crée une tension constante entre la loi empirique du marché et la règle de droit, entre la souveraineté du consommateur et celle du citoyen. Les organisations interprofessionnelles de la communication y ont vu une justification et une légitimation à leurs actions de lobbying en faveur de la télévision sans frontières dans la seconde moitié des années 1980.

Comme principe d'ordonnement du monde, cette notion de liberté d'expression commerciale est indissociable du vieux principe de la

Dans le vieux Delhi, en Inde, des curieux visionnent, à l'aide de lunettes spéciales, des images en relief.





«libre circulation de l'information», inventé au début de la guerre froide, et qui s'est toujours accommodé de l'inégalité des flux d'information. La doctrine managériale de l'entreprise remet au goût du jour ce principe, qui aligne la liberté tout court sur la liberté de faire du commerce.

Un autre déplacement, géographique cette fois, concerne le cadre même des débats sur le problème de la communication. Dans les années 70 et jusqu'au début des années 80, l'UNESCO avait été l'une des principales tribunes choisies par le mouvement des pays non alignés pour lancer l'idée d'un «Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication». Mais depuis 1985, cette réflexion est confiée à un organisme plus technique, le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Assimilée aux services, la communication y inclut aussi bien les produits des industries culturelles que les télécommunications, l'industrie du tourisme que les techniques de gestion.

L'exception culturelle

Les récentes négociations du GATT ont donné lieu à un affrontement direct entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique sur la question de «l'exception culturelle», qui s'est achevé, le 13 décembre 1993, par l'exclusion pure et simple des productions audiovisuelles et culturelles du

champ des accords de libre échange. On a pu voir, à cette occasion, se creuser le fossé entre les défenseurs des identités culturelles et les partisans de l'application intransigeante du critère de marchandise à toute forme de production.

Ces derniers ont déployé, au cours du débat sur la libéralisation des «services», un argumentaire de type populiste. Pour justifier leur opposition à la clause de l'exclusion culturelle, ils ont tenu un discours de ce genre: «Laissez les gens regarder ce qu'ils veulent. Laissez-les libres d'apprécier. Faisons confiance à leur bon sens. La seule sanction applicable à un produit culturel doit être son succès ou son échec sur le marché.»

En soi, ce discours n'est pas entièrement négatif, puisqu'il reconnaît à l'utilisateur un rôle actif, alors que les théories déterministes des années 60 et 70 le réduisaient au statut de simple «récepteur» des machines à communiquer. Mais en rendant au consommateur sa capacité de discernement et en insistant sur son libre arbitre, on évacue à bon compte la question de l'inégalité des échanges sur le marché mondial des produits culturels, et la nécessité de protéger la diversité des cultures au moyen de politiques nationales et régionales appropriées.

La liberté concédée au téléspectateur le réduit-elle à ingurgiter les produits d'une industrie hégémonique, ou l'aide-t-elle à découvrir les

Présentation d'un procédé de simulation à base d'images de synthèse, donnant à l'utilisateur l'illusion d'entrer physiquement dans une «réalité virtuelle» qu'il anime.



Dans une devanture d'Allahabad, en Inde, Shiva, le dieu védique du feu, sert d'argument publicitaire pour vendre des torches électriques.

En bas à droite, spectaculaire envol de ballons au château de Balleroy, en Normandie, propriété d'un magnat de la presse américaine.

produits d'autres cultures, à commencer par la sienne propre? L'exaltation univoque du consommateur conduit, si l'on n'y prend garde, à légitimer la subordination de certains peuples et de certaines cultures — ce que, jusqu'à la fin des années 70, on appelait l'«impérialisme culturel» et que les ethnologues continuent à qualifier d'«ethnocide». Malheureusement, lorsqu'on débat de ces questions, la marge est souvent étroite entre un chauvinisme borné et la défense du droit pour chaque culture de préserver son accès, et son apport, à la culture universelle.

La revanche des cultures singulières

Il est préoccupant de voir à quel point les concepts que draine la notion de globalisation se sont imposés pour décrire l'actuel processus de mondialisation des échanges culturels et économiques. Si l'on veut rendre compte de la complexité des phénomènes observés, il devient indispensable d'élaborer un nouvel appareil conceptuel.

Il me semble préférable de considérer la phase actuelle comme celle de l'émergence d'une «communication-monde», une notion qui renvoie explicitement à celle d'«économie-monde» forgée par l'historien Fernand Braudel pour décrire l'action des flux macro-économiques sur l'évolution des économies nationales. A l'instar de ce qu'a été la construction progressive de l'économie-monde, l'évolution vers une «communication-monde» planétaire suscite de nouvelles disparités entre pays, régions ou groupes sociaux. Elle est à l'origine de nouvelles exclusions. En rejetant une partie de l'humanité à ses périphéries, elle risque d'entraîner la planète vers une économie et une communication à deux vitesses. A l'avenir, on aurait un monde structuré autour de quelques mégapoles, situées le plus souvent au Nord, mais parfois au Sud, d'où partiraient et auxquelles aboutiraient tous les grands flux d'information et de communication. La globalisation

**Années 80 =
quête d'une culture globale,
mais aussi revanche
des cultures singulières.**

n'est pas incompatible avec l'accroissement des disparités. Ce sont plutôt les deux faces d'une même réalité.

Si les années 80 ont été marquées par la quête d'une culture globale, homogénéisante, de la part des grandes entreprises transnationales à la recherche d'«universaux» susceptibles de faciliter la pénétration de leurs produits sur le marché mondial, elles ont été aussi celles de la revanche des cultures singulières. Les tensions et les décalages entre la pluralité des cultures et les forces centrifuges du cosmopolitisme marchand ont révélé la complexité des réactions à l'émergence d'un marché unique à l'échelle du monde.

Désormais, on s'intéresse davantage à la façon qu'ont chaque culture, et chaque communauté, de recevoir et de modifier les messages véhiculés sur les réseaux mondiaux de communication. Comment se jouent les négociations entre le singulier et l'universel? Entre le national et l'international? Les cultures résistent-elles? S'adaptent-elles? Succombent-elles? Ces nouvelles approches ont permis de substituer des termes tels que «métissage» et «créolisation» à ceux d'«américanisation» et de «dépendance».

Ce nouvel intérêt pour les fragmentations et les interactions peut être ambivalent. Il nous force à nous interroger sur le processus de mondialisation des échanges et son rapport avec la démocratie au quotidien. Mais il peut aussi faire bon ménage avec le repli nationaliste, voire chauvin. Porter un regard lucide et critique sur le premier sans se laisser prendre au piège du second, tel sont les défis qui nous attendent au seuil du troisième millénaire. ■

* in *Guerre et paix dans le village global* (1968), ouvrage écrit en collaboration avec Quentin Fiore.



ARMAND MATTELART, de Belgique, est professeur de sciences de l'information et de la communication à l'Université de Rennes-2 (France). Auteur de nombreux ouvrages, traduits en plusieurs langues, sur l'histoire et les théories de la communication, il a publié récemment *La Communication-monde, Histoire des idées et des stratégies* (1992) et *L'invention de la communication* (1994), parus aux éditions La Découverte.



Qui a peur des médias?

par Eduardo Valverde

En 1991, la guerre du Golfe, transformée en spectacle médiatique mondial, a choqué une grande partie de l'opinion. En faisant de la guerre un jeu vidéo géant, la communication avait outrepassé ses fonctions. C'était oublier un peu vite qu'elle n'a jamais été neutre et que, comme la guerre, elle exacerbe et rend visibles nos actions et nos pensées les plus diverses, et les plus contradictoires.

Et pourtant, au Brésil, quand je les interroge sur l'effet qu'a produit sur eux la guerre du Golfe, mes étudiants ont l'air pris de court, comme si cette guerre ne faisait pas partie de leur expérience personnelle. A l'instar de leurs parents, ils considèrent sans doute que la notion d'expérience se réduit aux faits qui se déroulent à côté de chez soi. Ils sont quand même forcés de reconnaître que les événements médiatiques ont un impact, même léger, sur leur vie quotidienne. Et influent inévitablement, même si c'est à leur insu, sur leur façon d'agir et de penser.

Les médias modernes effraient parce qu'on leur prête, à juste titre, le pouvoir de modifier le jugement. La communication contemporaine remet en cause le grand mythe de notre époque, celui de l'autonomie et de la liberté du sujet. Est-ce vraiment nouveau? Le jugement d'un homme et la perception qu'il a de ses expériences ont toujours été déterminés par le groupe auquel il appartient. Simplement, avec la mondialisation de la communication, ce phénomène revêt aujourd'hui une ampleur exceptionnelle. Aux modes de perceptions hérités du

«soi ancestral», s'en ajoutent désormais d'autres, partagés par beaucoup d'hommes et répandus sur toute la planète.

Les médias modernes nous obligent ainsi à prendre conscience des limites de la liberté humaine et du caractère relatif de la réalité dans laquelle nous sommes depuis toujours immergés.

Le malaise des savants

Le sens commun n'est pas seul à avoir peur des médias. Les théoriciens de la communication partagent ce malaise, qui résulte souvent, chez eux, d'une erreur méthodologique. Utilisant les concepts appliqués aux échanges entre individus, ils ne conçoivent l'échange qu'au sein d'une même communauté linguistique. Les moyens de communication mondiaux apparaissent, dans cette optique, comme une immense toile de fond sonore et visuelle qui fait taire tout dialogue au profit d'un discours uniforme écouté passivement.

En évaluant les productions médiatiques à l'aide de critères qui ne sont pas ceux de notre époque, ces savants oublient que les moyens de communications actuels peuvent avoir un effet civilisateur, qu'ils sont capables de créer un nouvel équilibre entre les façons de voir, de dire et d'agir d'aujourd'hui.

Exister, c'est transcender sa condition. Or, la condition de l'homme moderne inclut le monde médiatique, que nous devons accepter comme une réalité afin de pouvoir nous l'approprier et la dépasser.

Finale de la Coupe du monde de football de 1994. Retransmis des Etats-Unis, le match est suivi en direct à Rio de Janeiro, au Brésil, par une foule de supporters enthousiastes.

Prenons l'exemple de ces grand-messes médiatiques que sont les compétitions sportives internationales, comme la Coupe du monde de football. En 1994, cet événement était organisé et orchestré par les Etats-Unis, où il a pourtant été suivi avec une certaine indifférence. Mais au Brésil — alors que notre pays n'était en l'occurrence qu'un simple récepteur du discours médiatique — il a été vécu dans l'enthousiasme. Finalement, notre participation a été plus intense qu'aux Etats-Unis, où le football n'est pas aussi profondément inscrit dans la culture nationale qu'au Brésil.

Cessons d'avoir peur de perdre notre identité. Comprenons enfin que la communication contemporaine est malléable et que nous pouvons nous approprier ses messages et ses images aussi facilement que nos parents se sont emparés de ceux que leur proposaient la télévision et le cinéma, et autrefois le théâtre, la musique, la poésie ou la peinture. ■

MONCLAR EDUARDO GOES DE LIMA VALVERDE, du Brésil, est professeur responsable du Programme d'études supérieures en communication et culture contemporaines à l'Université fédérale de Bahia. Auteur de nombreux articles parus dans des revues brésiliennes, il a actuellement deux livres en préparation, dont l'un porte sur l'expérience de la communication.

L'interactivité mène-t-elle à la démocratie?

par Michel Sénécal

Pour être démocratique, un système de communication doit réunir certaines conditions: réciprocité des échanges, pluralité des points de vue, rapports directs entre des partenaires agissant comme émetteurs et récepteurs, décentralisation des circuits de l'information, enfin, respect de la liberté d'expression et de la vie privée.

■ Chaque nouvelle génération de technologies médiatiques éveille l'espoir d'une plus grande démocratisation de la communication sociale. Les «affairistes de la communication» ne manquent pas, alors, de faire la promotion de leurs dispositifs techniques en prétendant qu'ils entraîneront des transformations radicales de la société. C'est ainsi que le terme d'*interactivité* revient à tout propos dans les discours des entrepreneurs, des commer-



Capable de transmettre un nombre considérable de signaux, la fibre optique s'impose de plus en plus dans le transport à distance de flux importants d'informations.

çants et des politiciens dès qu'il s'agit des futures «autoroutes électroniques de l'information». A travers ces métaphores se propage un nouveau mythe techno-culturel, celui d'une «société de la communication» à l'échelle planétaire.

La facilité avec laquelle on accole l'attribut «interactif» à diverses technologies médiatiques, sans pour autant lui donner un sens précis, permet de penser que ce terme sert non pas à les décrire, mais à les rendre commercialement attrayantes, à leur conférer symboliquement une valeur ajoutée. Or, il n'y a pas forcément de correspondance entre le degré d'interactivité d'un dispositif technique et le niveau de démocratisation du média. Lorsqu'un système est dit «universel, bidirectionnel et interactif», il faut se demander comment ces qualités seront mises à profit: *qui* va s'en servir, et *avec* qui? Et sur *quoi* portera la communication?

L'universalité d'un système ne mène pas non plus directement à l'interaction sociale. Elle permet peut-être aux fournisseurs de services de livrer directement à chaque abonné les informations et les marchandises demandées, mais ne signifie pas pour autant que les promoteurs du système l'aient équipé des dispositifs techniques (interface, largeur de bande, etc.) nécessaires aux différentes formes de communication «horizontale» entre les usagers. Ainsi, dans la câblodistribution, l'interactivité s'est jusqu'ici réduite à une nouvelle forme de sélectivité des biens et des services, mais l'échange vertical de données, reçues et transmises, reste inégalitaire.

Outre le degré d'interactivité, plusieurs conditions doivent être réunies pour garantir l'usage démocratique d'un système de communication: réciprocité immédiate et complète dans les échanges, pluralité des points de vue, établissement de rapports directs entre des partenaires agissant indistinctement comme émetteurs et récepteurs, décentralisation des circuits de l'information et, enfin, respect de la liberté d'expression et de la vie privée.

Un défi pour la société civile

Face à l'enthousiasme épidermique de certains vis-à-vis de la nouveauté technique, une distance critique s'impose donc. Cette nouveauté doit être évaluée au regard des projets, des intérêts et des valeurs des différents usagers.

Peu importe l'hypothèse technologique retenue pour définir un projet de communication, ce qui compte d'abord, c'est son *ouverture*. C'est elle qui va autoriser la pluralité des échanges et permettre à chaque usager de devenir, aussi souvent qu'il le désire, un «fournisseur» capable d'approvisionner le réseau en informations.

Tant qu'un système de communication est générateur d'exclusion, que ce soit par ses mécanismes d'appropriation ou par les représenta-



Exposition de matériel informatique à Paris.

tions sociales qu'il suscite, il ne peut être considéré comme véritablement démocratique. S'il se présente sous la forme d'une architecture fermée et verticale, il risque de fonctionner à l'avantage exclusif et au profit restreint de quelques fournisseurs autorisés.

Les «autoroutes de l'information» qui se développent actuellement ne feront peut-être que renouveler les méthodes de livraison et de distribution commerciale de marchandises de toute nature: vente au détail par catalogue, vidéo à la demande, divertissements électroniques, services bancaires, jeux vidéo, loteries, etc. Les nouveaux réseaux — du type de la télévision transactionnelle proposée par les câblo-opérateurs — ressembleront à des centres de distribution électronique à domicile sur lesquels certains intérêts privés exerceront un contrôle absolu. Dans un tel contexte, l'interactivité se résumerait à des dispositifs sophistiqués de *sélectivité*, permettant de choisir entre diverses options commerciales pré-programmées.

Mais il est possible aussi que les autoroutes de l'information mettent à notre disposition d'authentiques réseaux de communication, à l'image de ce que propose déjà le réseau Internet.



Formation d'un journaliste afghan à Peshawar, au Pakistan.

Conjugée à des mécanismes décentralisés de communication, l'interactivité favoriserait alors la réciprocité des échanges selon un mode « conversationnel », rendant les rôles d'émetteur et de récepteur interchangeables et permettant aux points de vues les plus divers de s'exprimer. Cette définition, plutôt socio-politique, de l'interactivité s'inscrit dans une logique participative et égalitaire de la communication, qui offrirait aux individus ou aux groupes sociaux, exclus des modèles médiatiques dominants, les moyens de composer et de diffuser des messages correspondant à leurs besoins réels de communication.

Le réseau Internet est ainsi le résultat d'un chassé-croisé entre plusieurs logiques sociales: d'abord à vocation militaire, puis institutionnelle, il est finalement l'aboutissement d'un certain processus de socialisation. Malheureusement,

il commence à susciter les convoitises des marchands, et des centres commerciaux virtuels y font leur apparition. Il évoque en cela l'épisode de la « libéralisation » des ondes qu'a connu l'Europe, surtout en France et en Italie, à la fin des années 1970, et qui a finalement mené à la création d'espaces audiovisuels privés. La contestation du monopole d'Etat par des mouvements sociaux mobilisés pour soustraire la communication au contrôle des pouvoirs publics ou aux contraintes du marché a paradoxalement débouché, par le biais de la privatisation, sur la commercialisation de l'espace médiatique.

Deux conceptions opposées

Des tensions s'exercent ainsi entre deux conceptions opposées de l'interactivité — *sélectivité* ou *réciprocité* —, qui traduisent en fait deux visions différentes de la démocratisation des médias. D'un côté, des abonnés captifs branchés sur un univers commercial « clé en main » et où l'idée d'interactivité reste figée dans une forme instrumentale, uniquement axée sur la consommation. De l'autre, un projet de réappropriation critique des médias, s'appuyant sur la pluralité et la réciprocité des échanges, ainsi que sur une plus grande participation décisionnelle des récepteurs de la communication sociale.

La prédominance de la vision techniciste et clientéliste est certainement liée à une conception particulière de la démocratie, assujettie à la logique du marché et nettement orientée vers la réduction des services publics. Les technologies interactives continueront donc de se prêter à un simulacre de participation sociale, à moins que les citoyens se mobilisent pour soutenir une forme plus ouverte et plus égalitaire de démocratisation des médias. ■

Un centre de télé-achat aux Etats-Unis. Ses 2 000 opérateurs peuvent enregistrer 20 000 appels par minute.



MICHEL SÉNÉCAL, du Québec (Canada), est professeur et chercheur à la Télé-université de l'Université du Québec. Il a publié notamment « Alternatives en quête d'elles-mêmes? », dans *Petits écrans et démocratie*, ouvrage collectif dirigé par N. Thede et A. Ambrosi (Syros, Paris 1992). Son livre *Une démocratie du paradoxe, Logiques d'acteurs et démocratisation de l'espace médiatique* (Liber, Montréal) doit paraître cette année.

INVITATION AU VOYAGE

par Denise Pelissier

✓ DE QUOI S'AGIT-IL?

Impossible d'ouvrir un quotidien, un hebdomadaire ou une revue professionnelle sans qu'on vous y parle d'Internet. Ce super-réseau télématique, le plus important du monde, passe pour un phénomène inégalé depuis l'invention de l'imprimerie, une révolution dans la production, la circulation et l'échange d'informations. Plus de 13 000 réseaux informatiques y sont interconnectés, et le nombre de ses utilisateurs (élèves, étudiants, chercheurs, ingénieurs), évalué à 30 millions dans 150 pays, augmente tous les jours.

Préfigurant les «autoroutes de l'information» du 21^e siècle, selon l'expression forgée pour la campagne présidentielle américaine de 1993 par le vice-président Al Gore, Internet a vu le jour aux Etats-Unis dans les années 1960: il ne s'agissait alors que de relier quelques ordinateurs appartenant à des centres de recherche et à des universités, dans le cadre d'un projet intéressant la défense nationale. Aujourd'hui, la croissance du réseau est exponentielle (20% par mois!) et sa gestion est totalement décentralisée: Internet n'a pas de propriétaire. Chaque réseau prend en charge ses coûts d'installation et de fonctionnement, ainsi que son interconnexion aux autres réseaux.

En somme, Internet est à la fois un village électronique et un campus international, où toute l'information s'organise progressivement dans une immense bibliothèque virtuelle. C'est aussi un gigantesque banc d'essai pour le développement de réseaux ouverts couvrant l'ensemble de la planète.

✓ A QUOI CELA SERT-IL?

Tout d'abord, à communiquer par le biais de la messagerie électronique. Celle-ci efface la notion de distance: les utilisateurs du monde entier peuvent dialoguer à deux ou discuter à plusieurs pour un coût modique. Exemples: les élèves d'une école de San Diego, aux Etats-Unis, échangent des lettres et des histoires avec d'autres écoliers, en Israël. En août 1991, lors de la tentative de coup d'Etat en Russie, RELCOM, un petit réseau relié à l'Internet via la Finlande, était resté le seul moyen de

Voulez-vous parler sciences, sports ou politique avec des interlocuteurs du monde entier, consulter le catalogue de la bibliothèque du Congrès à Washington, admirer les chefs-d'œuvre de la Galerie des Offices à Florence ou interroger les bases de données de l'Unesco? Branchez-vous sur l'Internet.

communication entre Moscou et l'extérieur.

La messagerie de l'Internet accueille des débats ou des forums sur tous les sujets possibles, des plus sérieux aux plus ludiques (sciences, politique, loisirs, sports). Il suffit de s'abonner pour recevoir dans sa «boîte aux lettres» les messages des autres participants et leur en envoyer soi-même. Cet outil n'a pas son égal pour trouver la solution d'un problème: sur le réseau, il y a toujours quelqu'un qui sait.

Capable de faire circuler non seulement des données informatiques, mais aussi l'image et le son, l'Internet permet par ailleurs de consulter à distance les catalogues des plus grandes bibliothèques, comme celui de la bibliothèque du Congrès aux Etats-Unis, de visualiser les photos satellites du service de la météorologie nationale américaine, d'admirer les chefs-d'œuvre du musée du Prado à Madrid, du musée d'Orsay à Paris, de la Galerie des Offices à Florence, ou encore de se procurer des logiciels — gratuitement s'ils appartiennent au domaine public (*freeware*) ou moyennant une modique contribution financière (*shareware*). On peut y publier électroniquement livres et journaux, voire y organiser un congrès international.

✓ QUI CELA CONCERNE-T-IL?

La plupart des universités et un nombre croissant d'organismes de recherche sont reliés à l'Internet. De nombreuses institutions internationales y sont également connectées: ce sont, notamment, l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Union internationale des télécommunications, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale, la FAO, l'Unicef et l'Unesco. On peut ainsi connaître les objectifs, les activités, les programmes, les publications, les bases de données de chacune d'entre elles, et passer facilement d'un serveur à l'autre.

Mais il est également possible pour les particuliers de s'abonner au réseau par l'intermédiaire de sociétés privées — comme Compuserve, Delphi, ou Olean. Il suffit de s'équiper d'un micro-ordinateur, d'un modem (adaptateur téléphonique) et d'un logiciel de communication.

L'explosion des réseaux d'Internet ne profite pas qu'aux pays développés. Elle est aussi particulièrement intéressante pour les pays en développement. Bien que la situation soit très inégale suivant les régions, Internet

est un atout important pour favoriser les échanges et renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Il facilite l'établissement de relations directes entre les chercheurs et permet de rompre l'isolement de certains.

✓ CEPENDANT, TOUT N'EST PAS ROSE...

Fondé au départ sur la gratuité et la volonté d'entraide des chercheurs du monde entier, Internet évolue. A l'heure actuelle, aux Etats-Unis, 60% des institutions connectées au réseau sont des entreprises privées; en France, elles sont 40%. De nombreux services payants apparaissent. Des problèmes surgissent: sécurité, fiabilité des informations, droits d'auteur.

En effet, n'importe qui peut, à l'aide d'un simple micro-ordinateur, diffuser ses propres informations. Et il est très facile de copier la version électronique d'un document ou d'une base de données et de la rediffuser, avec ou sans modifications, sous un autre nom.

Pour assurer la sécurité des systèmes informatiques sur le réseau, des dispositifs spéciaux appelés *Firewall* («mur de feu») ont été mis au point pour éviter les intrusions malveillantes. Les informations confidentielles doivent être cryptées avant d'être transmises.

Enfin, Internet est victime de son succès. Embouteillages et bouchons n'y sont pas rares. A certaines heures, les réseaux sont si encombrés qu'il est pratiquement impossible d'entrer en liaison avec certains serveurs. En France, par exemple, il faut profiter du décalage horaire en travaillant sur les serveurs américains le matin.

Malgré ses défauts de jeunesse, Internet est déjà un outil de communication exceptionnel. Les flux transfrontières de données sont enfin devenus une réalité quotidienne pour des millions d'utilisateurs dans le monde. ■

DENISE PELISSIER

est le chef du Centre d'échange d'information du Bureau de la documentation, des services informatiques et des télécommunications à l'Unesco.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Anne Sanouillet, *L'Internet pour nous autres*, Centre du 20^e siècle, Université de Nice/Sophia Antipolis, 81, rue de France, 06000 Nice, France. ISBN 2-902311-86-9, 20 p.
- John R. Levine — Carol Baroudi, *Internet pour les nuls*, Paris, Sybex, 1993, 352 p.
- Ed Krol, *The Whole Internet: User's Guide and Catalogue*, Sebastopol, Ca, O'Reilly cop., 1994, 534 p.
- *Recent literature on Internet, Electronic Mail and Electronic Networking*, bibliographie disponible auprès de l'Institut pour le développement de la recherche de l'université de Tilburg, Pays-Bas. E.mail ewoldt@kub.nl., télécopie: (31) 13 663 015.

Du village global à la psyché planétaire

par Derrick de Kerckhove

La télévision a rendu perceptible la notion d'un espace commun, faisant de la planète un village dans lequel nous serions tous voisins. Les réseaux télématiques abolissent l'espace et le temps, effaçant du même coup les repères traditionnels de l'identité, individuelle et collective.

Si le livre, et singulièrement le roman, ont permis de projeter la vie intime dans l'espace public, la télévision a fait exactement le contraire en introduisant le discours public dans l'intimité de chacun. Le petit écran nous relie ainsi à une forme de pensée collective. Je n'ai plus besoin de me faire ma propre idée sur l'événement: l'information que me sert la télé est déjà passée au crible d'une opinion plus large, dont je fais partie intégrante.

La télévision «directe» — ou «en temps réel» — est une sorte de regard collectif qui me donne à voir une réalité adaptée à mon intention et à celle des téléspectateurs qui la regardent en même temps que moi. Chaque nouvelle internationale digne d'être rapportée soulève, en inondant ses millions de destinataires, une énorme lame de fond qui se forme et se reforme

tous les soirs à l'heure de l'info, et se propage sur la planète au rythme des fuseaux horaires. La télévision alimente un imaginaire collectif; les états d'âme du public y sont régulièrement mesurés aux pulsations de l'audimètre.

C'est peut-être ce qu'avait en tête le journaliste américain Bill Moyers en présentant, en 1989, une série très originale de quatre émissions sur le fonctionnement de la télévision intitulée «TV, the Public Mind» («Télévision, l'intelligence collective»). Certes, Moyers pensait surtout à la télévision américaine, à une époque où Hollywood et les trois grandes chaînes nationales semblaient encore faire front commun et partager une même vision du monde. Mais quand on l'examine de plus près, l'idée que la télévision est une forme de pensée collective soulève aussitôt deux questions. Tout d'abord, si cette pensée collective dépend exclusivement de la télévision, que se passe-t-il lorsque la télévision et son public se fragmentent et s'individualisent, comme on l'observe aujourd'hui? Ensuite, cette pensée collective dépasse-t-elle les frontières des Etats-Unis, et dans ce cas, qui donne le ton? D'après le géographe culturel français Augustin Berque, si le monde a dit d'accord pour la croisade contre Saddam [Husseïn], ce n'est pas seulement parce que le monde boit du Coca Cola, mais surtout parce qu'à l'heure actuelle, son explication, son sens, est produit et répandu par les Etats-Unis.

J'estime quant à moi que la télévision est pour beaucoup dans la diffusion, par-delà les frontières nord-américaines, du sentiment d'une communauté de destin à l'échelle planétaire. Des spectacles mondiaux comme les voyages sur la Lune, les mariages princiers et les Jeux olympiques, ont captivé des centaines de millions de téléspectateurs d'horizons culturels différents. Ce qu'ambitionnent de faire, au quotidien, les séries B hollywoodiennes et les feuilletons grand public. Il est donc vrai que la pensée collective prend plus ou moins forme dans le pays qui maîtrise le mieux la télévision. Mais cette situation est peut-être en train de basculer, car le monde change très vite de «façons de voir».



Ci-dessus, voyage virtuel à l'intérieur d'un ordinateur.

A gauche, *Madeleine lisant*, portrait réalisé par le peintre flamand Ambrosius Benson, mort à Bruges en 1550.



Après la guerre du Golfe, où toutes les nouvelles étaient distillées par l'armée américaine à la chaîne d'information américaine CNN, on ne verra peut-être plus la télévision imposer une vision unilatérale des événements — même si, en l'occurrence, elle y fut contrainte. L'époque où l'opinion se faisait essentiellement à la télévision est probablement révolue. Son hégémonie, notamment aux Etats-Unis, est menacée par trois facteurs techniques: l'interactivité, la numérisation et les réseaux.

L'interactivité, c'est s'affranchir psychologiquement de la télévision

La télévision a commencé à se «désagréger» dès le milieu des années 1970 avec l'introduction de la télécommande. En zappant pour se soustraire à la publicité, le téléspectateur a fait un premier pas vers la liberté. La banalisation du magnétoscope lui en a fait faire un second: pouvoir enregistrer un programme en regardant ou en faisant autre chose l'a affranchi des contraintes, d'horaires ou de contenu, de la programmation. Un troisième pas a été franchi avec le succès foudroyant du micro-ordinateur.

Mais l'interactivité n'est entrée dans les mœurs qu'avec le clavier et la souris, qui ont donné à l'utilisateur le sentiment de maîtriser l'écran. Un autre progrès, indirect cette fois, a été enregistré avec la mise au point et le perfectionnement continu des caméras vidéo. Dans les années 1960 et 1970, nous recevions la télévision en consommateurs passifs. Dans les années 1990, la caméra ultralégère et le crayon électronique transforment de plus en plus de téléspectateurs en producteurs. Après des décennies de soumission passive devant nos écrans, nous avons enfin appris à leur répondre.

La numérisation, une culture universelle

En 1991, le micro-ordinateur avait déjà détourné des séductions de la télévision l'intérêt de toute une génération. L'ordinateur exerce une influence culturelle d'autant plus profonde qu'il est à la fois un organe de communication de masse et un moyen d'expression personnelle. Il permet à chacun de se faire entendre de tous, et inversement, par le biais d'un langage universel: le code binaire. Grâce à la numérisation, ce code se prête à toutes les transcriptions — qu'il s'agisse de formes, de textures, de sons,

DERRICK DE KERCKHOVE, du Canada, dirige le Programme McLuhan de culture et technologie (parrainé par Origin technology in business) à la Faculté des études de l'information de l'Université de Toronto. Ancien collaborateur de Marshall McLuhan, il est l'auteur notamment de *La Civilisation vidéo-chrétienne* (Retz, Atelier Alpha bleue, 1990).

L'ordinateur devient à la fois un organe de communication de masse et un moyen d'expression personnelle.

de sensations, voire d'odeurs et, bientôt, même de saveurs. C'est le propre du multimédia.

Le code binaire nous tient désormais lieu de sens commun, de langage commun qui nous permet d'extérioriser matériellement les créations complexes de notre imaginaire, jadis nourries par le roman. Il est bien plus puissant, bien plus rapide, et bien plus performant dans le traitement de l'information que la télévision.

Par ailleurs, malgré sa vocation universelle, le code binaire ne constitue pas une menace pour les cultures et les identités locales. Au contraire, il peut être l'outil de leur renaissance dans la mesure où il est capable de véhiculer sans exclusive des représentations contradictoires. La pensée collective issue des ordinateurs est différente de celle que produit la télévision. Elle n'appelle pas seulement notre attention, elle nous invite à intervenir. Elle n'est pas un spectacle passif, mais un processus actif auquel l'utilisateur est invité à se joindre. C'est pourquoi les ordinateurs doivent être regroupés en réseaux pour donner la pleine mesure de leur potentiel social et culturel.

Réseaux et autres autoroutes

En 1991, les amateurs d'informatique ne juraient déjà plus que par ce qu'il est désormais convenu d'appeler la «convergence», entre le téléphone (le plus formidable et le plus sous-estimé des médias) et la télévision. Les compagnies nationales du téléphone tentent aujourd'hui de se faire une place sur un marché jadis tenu par une poignée de diffuseurs et de câblo-opérateurs. Sur les autoroutes électroniques, la télévision finira par abandonner son statut d'organe de

diffusion massive pour acquérir celui du téléphone, médium individualisé aux milliards de canaux interactifs.

L'Internet, qui est la manifestation la plus précoce, et jusqu'ici la plus complète, des autoroutes électroniques de l'information, permet, avec une efficacité rarement atteinte, à un grand nombre de personnes de traiter simultanément l'information. C'est la concrétisation technique de la pensée collective, ou plutôt d'une sorte de subconscient planétaire, offrant d'innombrables points de passage de l'individuel au collectif, et du collectif à l'individuel. En résumé, la numérisation transforme tout en information, l'interactivité permet à tous de la traiter et les réseaux télématiques relient tous les usagers entre eux.

Où cela nous mène-t-il?

L'idée de «village planétaire» nous renvoie à l'époque de la télévision, qui nous a tous rendus voisins. Elle ne s'applique plus à la situation créée par les nouveaux réseaux de communication. Si la télévision rendait perceptible la notion d'un espace commun, les réseaux télématiques abolissent à la fois l'espace et le temps, effaçant du même coup les repères traditionnels de l'identité, tant individuelle que collective. De fait, de nombreux usagers de l'Internet semblent cultiver un anonymat d'un type nouveau. Le «Net» suscite manifestement de nouvelles associations de toutes sortes, basées sur des affinités non pas politiques mais psychologiques. Dans un tel contexte, les cultures les plus diverses n'ont aucun mal à coexister. Après le village planétaire et la pensée collective, voici venu le temps de la «psyché planétaire». Comment fonctionne-t-elle? Nul ne le sait encore, mais une chose est sûre, les Etats auront à résoudre cette double exigence contradictoire: garantir à la fois la liberté d'accès aux réseaux et leur sécurité.

Tandis que les autorités se débattent avec ce paradoxe, le commun des mortels demeure en proie à une certaine perplexité. L'opinion n'est plus homogène, les idéologies ont été balayées avec les débris du mur de Berlin et la télévision est trop dispersée pour prétendre encore donner le ton. Les conflits politiques et sociaux nous laissent indécis. Nous craignons trop de heurter les sensibilités des uns et des autres, et nous osons à peine poser le pied là où naguère nous nous serions précipités. Mais que le triste bilan de la Bosnie, de la Somalie ou du Rwanda ne nous empêche pas de percevoir, au milieu du désastre, quelques signes d'espoir. L'esprit planétaire, dont témoigne la prise de conscience écologique qui nous rend tous comptables de notre environnement, trouve déjà des expressions tangibles sur le terrain. Le pluralisme culturel et l'esprit de tolérance commencent à s'imposer dans les relations entre le Nord et le Sud. Ces indices montrent bien qu'en dépit de notre réticence à nous ingérer dans les affaires d'autrui, le degré de vigilance psychoplanétaire est, de façon générale, en train de monter. ■

Visioconférence aux Etats-Unis. Ce système permet de dialoguer à distance en voyant ses interlocuteurs et en échangeant des documents.





Les écueils de la liberté

par Marcin Frybes

1989 a marqué, en Europe centrale, la rupture brutale avec un système médiatique asservi au pouvoir. Mais après la libéralisation exubérante des premiers temps, la presse doit maintenant composer avec les réalités du marché, tout en évitant dérives et compromissions.

Ci-dessus, à Cracovie, en février 1990: de jeunes amateurs de musique rock se pressent au concert inaugural de Radio Malopolska Fun, première radio libre étrangère en Pologne.

La sortie du communisme, que vivent les sociétés de l'Europe de l'Est, ne se résume pas, comme certains l'ont suggéré, à la mise en œuvre des mécanismes du marché et de procédures électorales démocratiques. La «transition» vers une société moderne est tout d'abord un processus culturel, qui suppose notamment la reconstruction d'espaces de communication sociale. La façon dont se dessine, au fur et à mesure, le paysage médiatique dans ces pays revêt une importance capitale pour leur avenir.

Depuis cinq ans, ces pays connaissent des bouleversements économiques, sociaux et poli-

tiques sans précédent. Ceux-ci ont pris un caractère spectaculaire dans le domaine de l'information, notamment en Hongrie, en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie, où les réformes engagées ont été d'emblée radicales. Il y a seulement quelques années, les médias y étaient dirigés, contrôlés et manipulés par les pouvoirs en place, qui disposaient d'un monopole total, encore renforcé par la censure. Ils étaient en mesure de fabriquer une réalité conforme à leurs intérêts du moment et d'interdire, discréditer ou rejeter dans la marginalité toute autre représentation de la situation que la leur. Le paysage médiatique, loin de refléter des courants d'opinion et des besoins sociaux multiples et différenciés, reproduisait tout au plus les dissensions internes des appareils de parti.

Aujourd'hui, ce paysage se transforme rapidement, mais une incertitude demeure concernant l'audiovisuel. Les gouvernements hésitent, ici, à procéder aux privatisations annoncées, par crainte de se priver d'un puissant levier sur l'opinion. En Hongrie, comme en Pologne et en Slovaquie, les



Réunion de rédaction au quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*.

luttres pour le contrôle de la télévision mobilisent depuis plusieurs mois l'ensemble de la classe politique. Et les succès remportés par quelques nouvelles stations de radio privées n'entament guère la suprématie, dans l'audience nationale, de la radio publique.

En revanche, la privatisation de la presse écrite (traditionnellement importante dans ces pays) est pratiquement achevée. Les gouvernements, qui contrôlaient avant 1989 la majorité des titres, se sont retrouvés, en l'espace de quelques mois, si dépourvus de soutiens que certains s'efforcent depuis (sans grand succès d'ailleurs) de créer de nouveaux organes qui leur soient favorables.

De nouveaux marchés

Trois grandes étapes ont marqué l'émergence des nouveaux marchés de la presse. Dans un premier temps, on a assisté à une formidable libération de la parole, à une fascination pour la liberté retrouvée. La chute des régimes communistes, la disparition de la censure et des pesanteurs administratives ont donné lieu à une véritable explosion de nouvelles publications. A ce stade, la création de nouveaux titres répondait souvent à une quête d'identité, à un besoin d'expression sociale longtemps contenu. Le fait même d'envisager la publication d'une revue (de nombreux projets n'ont jamais abouti ou ont été rapidement abandonnés) était une façon de définir un nouvel espace de liberté et de s'y situer.

La presse a ainsi joué, dans les années 1990, un rôle capital dans le réaménagement de la scène politique. En permettant aux différents courants d'opinion de s'exprimer, elle a finalement favorisé la constitution de nouveaux partis politiques. Même si, avec le temps, les relations de la presse avec les élites politiques montantes sont devenues plus conflictuelles.

Cette première phase d'euphorie avec «la parole retrouvée» n'a duré que quelques mois. De nouveaux problèmes sont apparus, liés à la

Plus populaires que les partis politiques, les grands journaux doivent non seulement penser à fidéliser leur lectorat, mais aussi mesurer les conséquences politiques éventuelles de leur ligne rédactionnelle.

découverte des réalités de l'économie de marché. Avec la fin des subventions publiques, la hausse des prix du papier et des coûts de production, l'apparition d'une concurrence parfois sauvage, de nombreuses publications ont définitivement sombré, tandis que d'autres, sacrifiant leur vocation initiale, ont été forcées de s'adapter rapidement aux nouvelles exigences du public.

Mais les lois du marché se sont vraiment imposées avec l'arrivée des grands groupes de presse internationaux — assez rapide en Hongrie, un peu plus tardive en Pologne et en République tchèque, encore assez timide en Slovaquie. A l'heure actuelle, les investisseurs étrangers contrôlent plus de la moitié du marché de la presse en Europe centrale: Hersant, Springer, Bertelsmann, Marquard ont racheté les meilleurs titres de l'ancienne presse communiste, en particulier les grands quotidiens nationaux et une grande partie des régionaux. En même temps, se sont constitués de petits «empires nationaux», le plus souvent sous l'impulsion d'ancien émigrés qui, après avoir fait fortune à l'étranger, ont décidé d'investir dans leur pays d'origine.

A la diversification exubérante des premiers

Lancien palais du président roumain Nicolae Ceaucescu, devenu la Maison de la presse à Bucarest.



temps, succède maintenant une phase de regroupement, débouchant sur de nouvelles situations de domination sur le marché de la presse. Face à la concurrence étrangère, des titres pourtant célèbres pour leurs origines clandestines et fiers de leur indépendance on dû s'ouvrir, dès 1993, aux capitaux étrangers pour pouvoir se moderniser. C'est notamment le cas de deux grands quotidiens: *Gazeta Wyborcza* en Pologne et *Lidove Noviny* en République tchèque.

Un pouvoir exorbitant

Enfin, la troisième phase de constitution des marchés de la presse en Europe centrale correspond à la découverte, par les élites politiques et économiques, d'une vérité banale: à savoir que la presse exerce un énorme pouvoir sur l'opinion publique. Plus populaires que les partis politiques, les grands journaux doivent non seulement penser à fidéliser leur lectorat mais aussi mesurer les conséquences politiques éventuelles de leur ligne rédactionnelle. Dans un monde privé de repères et dont les autorités traditionnelles ont disparu, le pouvoir de la presse paraît souvent démesuré. Pour certains, la victoire aux dernières élections des anciens partis communistes en Pologne et en Hongrie ne s'explique pas seulement par les frustrations engendrées par le coût social des réformes économiques, mais aussi par l'attitude trop critique de la presse à l'égard des premiers gouvernements démocratiques de la période de transition.

Bien que ce ne soit pas propre à l'Europe centrale, les médias y assurent de plus en plus une sorte de «médiation» entre des intérêts, des besoins, des programmes et des points de vues différents. Le système médiatique tend ainsi parfois à se substituer au système politique en gestation. D'où la multiplication des conflits entre des médias jaloux de leur nouvelle indépendance et un monde politique en voie de constitution. D'où aussi l'intérêt croissant que portent aux médias les nouveaux pôles économiques — entreprises privées, banques — qui tentent de s'assurer le contrôle, ou simplement la bienveillance, de certains organes importants.

Une «révolution» culturelle

En l'espace de cinq ans, les populations d'Europe centrale ont découvert non seulement la liberté de parole, mais aussi des produits auxquels le public occidental était depuis longtemps habitué mais qui, à l'Est, représentaient une véritable révolution culturelle. Dans le seul domaine des médias écrits, elles se sont vu subitement offrir une vaste gamme d'organes d'information, des magazines en couleurs pour tous les goûts et tous les publics, de nouvelles feuilles à scandale agressives et friandes de faits divers, voire des revues pornographiques — tout cela avec une qualité d'impression inconnue dans la presse communiste (terne et monotone), et dans une débauche d'annonces publicitaires jamais vue avant 1989.



Floraison d'antennes paraboliques à Tirana, en Albanie.

Le lecteur qui naguère se donnait du mal pour se procurer ses journaux préférés — certains étaient même quasi introuvables — est aujourd'hui littéralement assailli par une multitude de nouvelles publications: rien qu'en Pologne, la moitié des titres sont postérieurs à 1989. Désorienté, il a souvent du mal à faire son choix. Quant à la presse, sous la pression de nouvelles contraintes économiques, et faute de journalistes compétents, elle se laisse facilement aller au sensationnalisme.

Bien qu'en grande partie libre et indépendante, la presse en Europe centrale est encore à la recherche de son rôle et du langage qu'elle doit tenir dans des sociétés déstructurées, en pleine mutation. Par son existence même et sa pluralité, elle contribue largement à libérer la vie sociale de l'emprise étatique et à rendre à la société civile son autonomie. Mais ne risque-t-elle pas dans le même temps d'amplifier ces phénomènes de désintégration sociale et le désarroi dont ils s'accompagnent? ■

MARCIN FRYBES, mathématicien, sociologue et journaliste polonais, est chercheur au Centre d'analyse de l'intervention sociologique (CADIS) à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Spécialiste des problèmes politiques et sociaux d'Europe centrale, il s'intéresse en particulier aux évolutions du paysage médiatique.

Monopoles, minarets et vidéo

par Sadok Hammami

Un strict monopole étatique, doublé d'une production médiatique défaillante, incitent le public arabe à rechercher ailleurs ce qu'il ne trouve pas chez lui.

Dans le monde arabe, où les revendications identitaires et religieuses s'affirment avec force, et où le passé ne cesse de hanter le présent, parler de communication c'est avancer sur un terrain où les enjeux se cristallisent dramatiquement. Le rapport entre la mondialisation de la communication et l'identité culturelle concerne aujourd'hui toutes les sociétés. Mais le

Le Caire,
quartier d'Imbaba, 1994.



monde arabe a ceci de spécifique que le passé et la mémoire y font irruption en plein cœur de la modernité. Cette résurgence du passé est particulièrement perceptible dans le champ de la communication.

La place des médias est ici intimement liée au statut du «sanctuaire» dans la cité. C'est en effet dans la mosquée, et autour d'elle, que s'organise une culture de résistance non seulement à la modernisation mais aussi au pouvoir, renouvelant ainsi une territorialité ancienne où les nouveaux médias sont perpétuellement concurrencés. Compétition singulière qui oppose aujourd'hui les résonances sonores des minarets aux enchantements visuels des paraboles, et illustre le paradoxe d'un monde techniquement unifié mais culturellement morcelé.

Mais ce paradoxe se manifeste surtout à travers le monopole des Etats sur les médias, et les multiples résistances qu'il suscite. La communication concentre ainsi tous les blocages culturels qui ont marqué l'évolution de ces sociétés: hégémonie de l'Etat, rupture du lien politique, retour à la tradition... Convoqués d'emblée comme instruments indispensables au développement, les médias, et en particulier les médias audiovisuels, ont contribué à amplifier le caractère autoritaire des régimes en place. La télévision a, en général, favorisé la personnalisation du système politique en se consacrant sans relâche à la glorification du leader charismatique.

Ici, télévision et radio, à quelques exceptions près, relèvent en effet du monopole d'Etat. Leur accès est strictement contrôlé. A quoi s'ajoutent des conditions économiques (augmentation incessante des coûts de production), politiques (frein de la censure) et sociales (demande accrue due au développement des classes moyennes) qui sont autant de facteurs aggravants d'une crise de la création à laquelle n'échappe que l'Egypte, seul pays arabe à disposer d'une véritable industrie des programmes. Cette situation qui incite les individus à rechercher ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas chez eux favorise la désertion des réseaux nationaux et accroît la dépendance culturelle vis-à-vis de l'extérieur.

La stratégie du couscoussier

On distingue dans ce contexte essentiellement trois stratégies. La première consiste à se brancher clandestinement sur d'autres réseaux — pratique courante au Maghreb en raison de la proximité de l'Europe. En Tunisie, par exemple, on a inventé, dans les années 1980, des techniques de réception assez singulières. En accro-

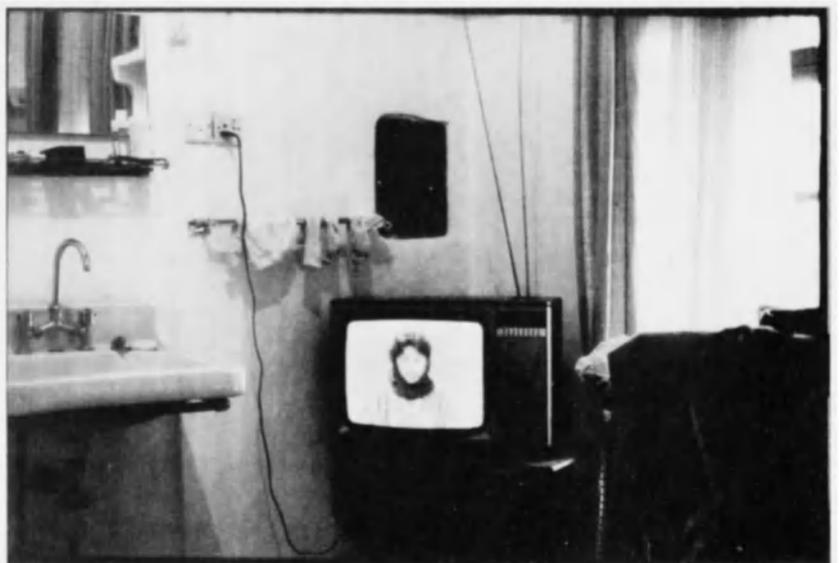


«En Algérie, six à huit millions de personnes reçoivent les chaînes européennes grâce à des «réseaux câblés» bricolés». Ci-contre, antenne parabolique à Alger.

chant un élément métallique, généralement un couscoussier, à son antenne de télévision, on arrive généralement à capter les chaînes italiennes. En Algérie, six à huit millions de personnes reçoivent les chaînes européennes grâce à des «réseaux câblés» bricolés. Mais le vecteur principal du détournement du monopole de l'Etat (la «communication parallèle») est le magnétoscope, qui reste pour les publics arabes le moyen privilégié d'accéder à des programmes d'autant plus convoités qu'ils sont interdits.

Confrontés à cette anarchie, et face aux demandes de libéralisation de la vie culturelle, plusieurs Etats ont décidé de relâcher leur monopole sur le système médiatique, soit en ouvrant leur réseau hertzien à des opérateurs extérieurs, publics ou privés, soit en légalisant la réception directe d'émissions étrangères par antennes paraboliques. Ce qui permet de sauvegarder le monopole de la télévision nationale tout en contrôlant le flux des programmes.

«Le rapport entre la mondialisation de la communication et l'identité culturelle concerne aujourd'hui toutes les sociétés». Ci-dessous, la télévision au Yémen.





Alger, 1992.

Une troisième stratégie, enfin, consiste à réhabiliter des espaces de communication traditionnels, ce que traduit bien l'émergence de la mosquée comme espace politique. En maintenant la télévision sous leur coupe, les Etats ont favorisé le détournement de la mosquée et son utilisation pour la diffusion d'idéologies contestataires. L'appropriation «informelle» de la mosquée révèle les tensions inhérentes à l'émergence d'un espace de débat public.

Libérer les forces créatrices

Aujourd'hui, il n'est plus possible de concevoir des sociétés fermées sur elles-mêmes. L'ouverture des espaces nationaux aux médias extérieurs n'entraîne pas forcément une dépendance culturelle, sauf lorsqu'elle sert à pérenniser les logiques internes d'inégalité sociale. L'appel à «la défense de l'identité culturelle face aux médias occidentaux» est d'abord un argument idéologique mis en avant par des Etats autoritaires et des acteurs politiques qui entretiennent la nostalgie d'une pureté originelle imaginaire.

Pour s'affranchir de la véritable dépendance culturelle, libérer les potentialités créatrices des individus est une exigence primordiale. Il faut que la sphère médiatique dans le monde arabe s'édifie d'abord autour des valeurs de la liberté, du débat et de l'échange. Le discours incantatoire sur l'identité, la diabolisation de la technique et une perception catastrophique de l'autre ne lui permettront pas de reconquérir sa souveraineté culturelle, ni d'affirmer sa présence créatrice dans le monde. ■

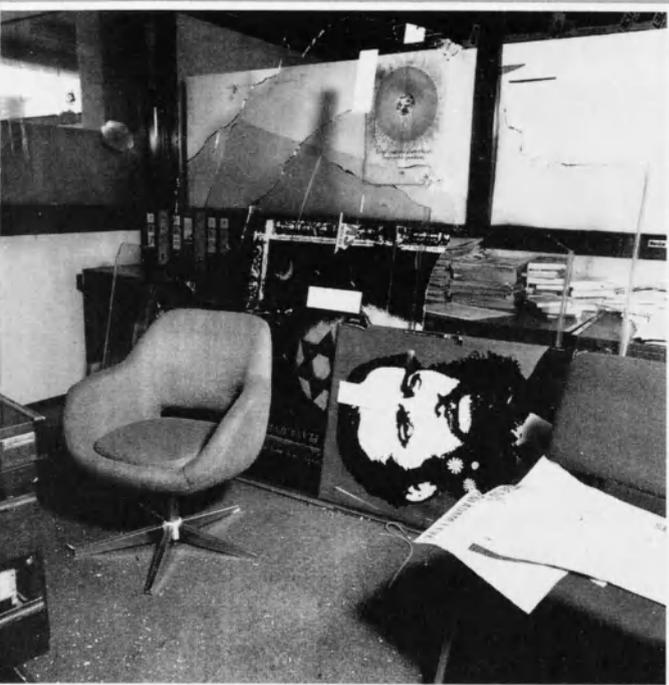
aujourd'hui

SARAJEVO,
AU
PRINTEMPS
1993.

1



SADOK HAMMAMI,
de Tunisie, prépare une thèse
de doctorat sur la médiation et
l'image dans la culture arabo-
musulmane.



3

1. Les bâtiments du grand quotidien *Oslobodjenje*, touchés par 2 000 obus en un an.
2. Les locaux de la rédaction sont inutilisables.
3. Un cameraman de la télévision de Bosnie-Herzégovine filme les dégâts à l'intérieur de l'édifice.
4. Dans l'abri anti-atomique du sous-sol, les journalistes continuent courageusement à travailler, vivant et dormant sur place.



4

LA STRATÉGIE DE L'UNESCO

Entretien avec Henrikas Iouchkiavitchious

Créé en 1990, le secteur de la communication, de l'information et de l'informatique est un des piliers de l'Unesco. Son programme pour 1994-1995, intitulé «La communication, l'information et l'informatique au service de l'humanité», a pour objectifs d'encourager la libre circulation des idées, de favoriser le développement de la communication, de préserver le patrimoine des archives et des bibliothèques, de consolider la coopération internationale dans le domaine de l'information et de renforcer les capacités des Etats dans celui de l'informatique. H. Iouchkiavitchious, sous-directeur général de l'Unesco, évoque pour les lecteurs du *Courrier* les grandes lignes de ce programme.

■ Quelle est la stratégie de l'Unesco, en matière de communication?

— Pluralisme et indépendance de la presse en sont les mots clefs. Depuis 1992, 30% des fonds alloués par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC), fer de lance de la nouvelle stratégie de communication de l'UNESCO, sont consacrés à des projets privés. Dans le but d'assurer la libre circulation des informations, en éliminant toute restriction, nous avons mis l'accent sur la formation professionnelle et l'expertise. Dans la conjoncture mondiale actuelle, où l'on voit naître une presse indépendante dans des pays dont l'expérience de la démocratie ne fait que commencer, il est essentiel, pour les journalistes, de comprendre ce que veut dire exactement «démocratie dans la presse». D'autre part, s'il est vrai qu'il n'y a pas de démocratie sans liberté de la presse, cette dernière est impossible sans une législation démocratique. Pour assister les Etats qui en ont fait la demande, nous avons recueilli des données de base sur les lois promulguées dans certains pays démocratiques et nous leur avons proposé des solutions.

Outre le problème de la démocratisation, les pays en développement sont confrontés à des contraintes financières considérables. Un des objectifs fondamentaux de l'UNESCO est de les aider à produire leurs propres programmes et journaux. Aujourd'hui, nous parlons beaucoup des «autoroutes de l'information», mais nous oublions qu'on y rencontre souvent des obstacles. En collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications, l'Organisation a élaboré une étude sur les tarifs de télécommunication, car leur enjeu est important sur la circulation des informations.

■ Quels sont les projets importants de l'Unesco dans ce domaine?

— Nous en avons récemment approuvé 42 nouveaux dans les pays en développement. D'une certaine façon, ce sont tous des projets importants. Avec des priorités: les pays les moins développés de l'Afrique et la question des femmes. A titre d'exemple, je citerai le projet «Déve-

loppement de la presse indépendante en Afrique» soutenu, depuis 1993, par le Danemark, la France, l'Italie et les Etats-Unis, ou le Colloque international sur les femmes dans les médias, organisé à Toronto en mars 1994.

Les médias peuvent jouer un rôle important dans la construction de la paix, d'où notre soutien au journal *Oslobodjenje*, un quotidien paraissant à Sarajevo, et à la station de radio humanitaire *Gatashya* au Rwanda. Par ailleurs, l'UNESCO a participé à l'élaboration de plans de restructuration de la communication audiovisuelle au Cambodge, en Haïti et au Mozambique. En Afrique du Sud, avec l'Institut international de la presse, l'Organisation a contribué au bon déroulement des élections d'avril 1994. Actuellement, elle soutient un nouveau programme de formation de journalistes et de consolidation de la presse, axé sur les problèmes de l'après-apartheid. Nous travaillons aussi à mettre sur pied la Société audiovisuelle palestinienne et à moderniser l'Agence de presse palestinienne.

Nous avons également accordé beaucoup d'importance à la création et au développement des agences de presse régionales, comme par exemple l'agence CANA des Caraïbes, qui travaille actuellement de manière indépendante, ou l'Agence panafricaine de presse (PANA), qui a été entièrement restructurée.

Beaucoup de projets sont liés aux radios locales, qui deviennent de plus en plus populaires, parce qu'elles permettent à la société civile de s'exprimer librement. Là aussi, les activités de l'UNESCO sont largement répandues dans le monde: Philippines, Népal, Mauritanie, Gambie...

■ Le secteur que vous dirigez s'intéresse également aux questions d'information et d'informatique.

— Oui, communication et information sont indissociables. Nous avons des projets très intéressants en matière d'information aussi. Un de nos programmes, «Mémoire du Monde», a précisément pour objectif d'introduire et de faciliter l'utilisation des nouvelles technologies dans la préservation des manuscrits rares. Nous avons édité, avec la Bibliothèque nationale de Prague, un CD-ROM reproduisant des manuscrits très précieux. En Amérique latine, nous participons à l'établissement d'un inventaire des journaux du 19^e siècle. Nous travaillons à la sauvegarde des manuscrits de la grande mosquée de Sana'a, au Yémen, dont certains remontent au premier siècle de l'Hégire (622 de l'ère chrétienne).

L'UNESCO a collaboré, entre autres, à la création d'un Système d'échange international pour la liberté d'expression (IFEX). Il permet aux utilisateurs du réseau de recevoir quotidiennement, sur leurs ordinateurs, des informations sur les atteintes portées à la liberté de la presse et de savoir quels sont les journalistes en danger. ■

DE LA GUERRE FROIDE À L'ÈRE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES

par Alain Modoux

Les fondateurs de l'UNESCO avaient identifié, il y a cinquante ans, la « libre circulation des idées, par le mot et par l'image » comme une condition essentielle de rapprochement et de collaboration entre les nations. Encore fallait-il que ce principe fondamental entrât dans la pratique de tous les États. Or, il était incompatible avec le totalitarisme en vigueur dans les pays de l'Est. Cette contradiction s'est trouvée au cœur de la « guerre froide » menée sur le terrain de la communication.

L'UNESCO est ainsi devenue, dans les années 70 et 80, l'une des principales arènes de la confrontation Est-Ouest. « La force de la propagande totalitaire repose sur sa capacité à couper les masses du monde réel », a écrit la philosophe allemande Hannah Arendt*. Usant de l'argument selon lequel il ne pouvait y avoir vraiment de libre circulation de l'information aussi longtemps que sa diffusion était déséquilibrée au profit du Nord (lire l'Ouest), l'Union soviétique tira habilement parti de la frustration légitime des pays en développement pour imposer, dans l'enceinte de l'UNESCO, son interprétation de ce qu'on appelait à l'époque le « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC). Son objectif était de limiter, et si possible d'empêcher, la pénétration des grands médias occidentaux dans sa sphère d'influence. Les États-Unis et le Royaume-Uni y ont vu un motif, parmi d'autres, de se retirer de l'Organisation en 1984 et 1985.

Communication et démocratie

La fin de la guerre froide allait fournir à l'UNESCO l'occasion de concevoir une autre approche de la communication, susceptible de répondre à la fois aux besoins des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale et à ceux des pays en développement. En novembre 1989, la 25^e Conférence générale de l'UNESCO adoptait par consensus une « nouvelle stratégie de la communication » ayant pour objectif d'encourager la libre circulation de l'information, aux plans international aussi bien que



**Otage de la confrontation
Est-Ouest dans les années 70 et 80,
l'UNESCO est désormais en mesure
d'encourager une diffusion plus
large et mieux équilibrée de
l'information.**



national, de promouvoir la diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information, sans aucune entrave à la liberté d'expression...»

Au titre du premier objectif de cette nouvelle stratégie, l'UNESCO s'est engagée à promouvoir la liberté d'expression, clef de voûte de l'édifice des droits de l'homme, et la liberté de la presse, composante essentielle de toute société démocratique. Elle apporte son concours aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui se consacrent à la défense de ces libertés fondamentales, tout en préservant et développant ses propres moyens d'action. En outre, elle contribue, dans divers pays, à instaurer des conditions favorables à l'essor de médias pluralistes et indépendants.

Par ailleurs, dans certains contextes de conflit ethnique ou confessionnel, l'UNESCO, en liaison avec l'Organisation des Nations Unies et diverses associations professionnelles, apporte son soutien aux médias locaux indépendants des parties aux conflits, dans la mesure où ils assurent une information non partisane et prônent la coexistence entre groupes ethniques et confessionnels.

Enfin, l'UNESCO se veut vigilante face aux excès de violence dans les moyens de communication de masse — cinéma, télévision, vidéo, bandes dessinées, jeux électroniques —, qui donnent, surtout aux enfants, une vision des relations

humaines en totale contradiction avec l'esprit de l'Organisation. Aussi la « violence à l'écran » figure-t-elle en bonne place parmi ses préoccupations. Consciente des difficultés qu'il y a à élaborer et à faire adopter des normes universelles en la matière, et des risques qu'une telle démarche comporte pour la liberté d'expression, l'UNESCO privilégie le dialogue avec les responsables de la création, de l'édition et de la diffusion en vue de les amener à s'imposer eux-mêmes des limites, compte tenu du contexte culturel et des publics auxquels sont destinés leurs œuvres et leurs produits.

Communication et développement

Le second objectif de la nouvelle stratégie de l'UNESCO consiste à renforcer les capacités de communication dans les pays en développement, où les populations participent assez peu aux processus de la communication. La lutte contre la pauvreté, l'éducation pour tous, la sauvegarde de l'environnement, le combat contre le sida, la promotion des droits de l'homme et d'une culture de paix resteront lettre morte si les populations directement concernées, dans les zones rurales et les banlieues des grandes villes, ne s'y associent pas. C'est pourquoi il faut leur fournir les connaissances et les moyens qui leur permettront de faire entendre leurs voix. Développement, participation et communication sont aujourd'hui indissociables.

En février 1992, le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) a modifié ses règles afin d'être en mesure d'accepter les projets qui lui sont soumis par le secteur privé, suivant en cela une recommandation faite quelques mois plus tôt lors d'un séminaire qui a réuni à Windhoek (Namibie) une soixantaine d'éditeurs et de journalistes des médias indépendants africains. Cette évolution n'a malheureusement pas été suivie d'une augmentation sensible des contributions des pays du Nord aux divers budgets du PIDC. Alors que le secteur de la communication et de l'information représente dans certains pays industrialisés près de 10% du PNB, on peut difficilement accepter que les

agences nationales de développement lui consacrent aujourd'hui moins de 1% de leurs activités.

De nouveaux enjeux

Troisième objectif. L'avènement du multimédia ouvre de formidables perspectives dans le domaine du partage des connaissances et de la coopération intellectuelle. Le principe de la libre circulation des idées par le mot et par l'image trouve ici un champ d'application quasi illimité. L'UNESCO offre à la communauté internationale un forum de réflexion où peuvent être étudiées les possibilités et les incidences des nouvelles technologies de la communication et de l'information.

Les progrès qu'autorisent ces nouvelles technologies, en particulier dans le domaine de l'éducation à distance et de la formation continue, sont prometteurs. Mais le risque est grand qu'ils ne profitent qu'à une petite minorité, parmi les nations et en leur sein même. L'UNESCO se doit donc d'être très attentive aux préoccupations des Etats défavorisés en la matière. Ces Etats, au Sud comme au Nord, risquent d'être de simples consommateurs des produits et services issus des nouvelles technologies (programmes télévisés transnationaux, productions audiovisuelles, banques de données, jeux électroniques). Les enjeux culturels et éducatifs sont donc immenses, qu'il s'agisse de garantir la survie des cultures nationales (et particulièrement des langues minoritaires), de favoriser l'éducation à la non-violence, à la tolérance, aux droits de l'homme et à la compréhension internationale, ou de trouver un équilibre nécessaire entre les contraintes de l'éducation et les séductions du multimédia.

En conclusion, l'Organisation doit mettre tout en œuvre pour éviter que l'homogénéisation culturelle au profit de quelques modèles dominants ne mette en péril les valeurs séculaires, voire millénaires, des petites et moyennes nations, du Nord comme du Sud. Mission difficile certes, mais pas impossible dans la mesure où le dialogue, l'ouverture et la tolérance restent les règles du jeu à l'UNESCO. ■

* Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme* (3^e partie, *Le système totalitaire*), Seuil, 1972.

ALAIN MODOUX

est le directeur de la Division de la communication à l'UNESCO.

POUR

MINI-LEXIQUE

Interactivité: Système permettant à l'information de circuler dans les deux sens, et d'instaurer ainsi le dialogue avec la machine.

CD-rom (*Compact disk read only memory*): Disque audionumérique à lecture laser, n'autorisant pas l'écriture mais permettant de stocker une grande quantité d'informations sous forme de texte, d'images, de sons ou de données informatiques. Un disque de 12 cm peut contenir 2 500 000 pages en mode texte, ou 70 minutes d'images animées. Le CD-rom s'annonce ainsi comme le support idéal pour naviguer dans les banques de données, les dictionnaires ou les encyclopédies, mais aussi dans des informations à l'architecture complexe, comme le parcours libre d'un musée.

Code binaire: Système de notation de base n'utilisant que deux chiffres, 0/1, dans lequel l'ordinateur effectue toutes ses opérations, et qui permet de coder tous les signaux (les lettres, les chiffres, les sons ou les images).

Image numérique: L'enregistrement numérique d'une image par sa décomposition en lignes et en points (les *pixels*, ou «*picture elements*») rend possible sa manipulation, et toute sorte d'animations ou d'effets spéciaux. La suite des valeurs binaires (0/1) qui décrivent l'image de départ

peut être interpolée, modulée ou recalculée; le même principe permet de créer directement à partir de l'ordinateur des images de synthèse.

Autoroutes de l'information: Le progrès des technologies numériques fait éclater les frontières entre le texte, le son et l'image, qu'un même système de communication permet d'acheminer. Les secteurs des médias, des télécommunications, de l'électronique et de l'informatique pourront ainsi converger dans un grand réseau commun, à la fois numérique, multimédia et interactif, et qui intégrera et distribuera des services relevant actuellement de technologies cloisonnées. Sur un simple écran domestique de télévision ou d'ordinateur, on pourra ainsi (moyennant péage) recevoir, stocker, traiter et dialoguer avec toutes sortes de données: accéder, sans les emprunter, aux livres des bibliothèques, visiter à domicile tel musée, ou les grands magasins pour y faire du «télé-achat». Quoi qu'il en soit de ces promesses mirobolantes, l'intégration de ces réseaux à très haut débit constitue déjà une gigantesque bataille économique et politique: la commission de Bruxelles a estimé que le financement du programme à mettre en œuvre en Europe pour les dix prochaines années s'élèverait à 67 milliards d'euros.

QUELQUES PUBLICATIONS DE L'UNESCO SUR LA COMMUNICATION

Livres:

□ *Rapport sur la communication dans le monde*

Paris, UNESCO, 1990, 524 p.

□ *Voix multiples, un seul monde, Communication et société aujourd'hui et demain* (édition abrégée)

Sean MacBride et al., Paris, UNESCO, 1986, 272 p.

Dans la série «Etudes et documents sur la communication»:

□ *La circulation internationale des programmes de fiction: importations et exportations* (n° 104)

Paris, UNESCO, 1992, 105 p.

□ *Les femmes et les technologies de la communication* (n° 108)

Silvia Pérez-Vitoria, Paris, UNESCO, 1993, 54 p.

□ *Le nouvel ordre économique international: économie et communication* (n° 98)

Breda Pavlic et Cees J. Hamelink, Paris, UNESCO, 1985, 86 p.

□ *La presse en éveil: études de cas* (n° 103)

Paris, UNESCO, 1991, 131 p.

□ *Violence et terreur dans les médias* (n° 102)

George Gerbner, Paris, UNESCO, 1989, 50 p.

□ *Les nouvelles technologies de communication: orientations de recherche* (n° 105)

Josiane Jouët et Sylvie Coudray, Paris, UNESCO, 1990, 78 p.

Dans la série «Monographies sur la planification de la communication»:

□ *Approches de la planification de la communication* (n° 1)

John Middleton, Paris, UNESCO, 1982, 338 p.

□ *La planification de la communication au service du développement. Recherche d'un cadre opérationnel* (n° 2)

Alan Hancock, Paris, UNESCO, 1982, 214 p.

Deux numéros du *Courrier de l'Unesco*:

□ *Médias: les aventures de la liberté* (septembre 1990)

□ *Télé...visions* (octobre 1992)

EN SAVOIR PLUS

QUELQUES DATES POUR UNE MÉDIOLOGIE

- 868: Le premier livre connu est fabriqué en Chine.
- 1454: Gutenberg imprime à Mayence la première Bible.
- 1631: Naissance de *La Gazette* de Théophraste Renaudot.
- 1790: Télégraphe aérien de Claude Chappe.
- 1826: Premières photos de Nicéphore Niépce.
- 1837: Invention du télégraphe électrique par Morse.
- 1845: Mise au point de la presse rotative.
- 1876: Graham Bell fait breveter son *télégraphe harmonique* (le téléphone).
- 1878: Thomas Edison réalise le premier appareil d'enregistrement du son.
- 1895: Louis et Auguste Lumière projettent au Café de la Paix, à Paris, le premier film.
- 1896: Marconi réalise une transmission par radio sur trois kilomètres.

- 1907: Invention du *bélinographe* pour la transmission des photos.
- 1927: Vladimir Zworykin invente un procédé d'analyse électronique de l'image, l'*iconoscope*, ancêtre de la caméra vidéo.
- 1928: Première démonstration de télévision dans les laboratoires Bell aux Etats-Unis.
- 1930: Mise au point du télex.
- 1932: Création de l'Union internationale des télécommunications.
- 1940: Apparition du magnétophone à bande.
- 1945: Construction à l'Université de Pennsylvanie du premier ordinateur, l'*ENIAC*, fonctionnant selon le principe des tubes à vide.
- 1947: Invention du transistor.
- 1959: Apparition des ordinateurs de deuxième génération, utilisant des transistors (aux temps de réponse un millier de fois plus rapides).
- 1964: Troisième génération d'ordinateurs, aux composants électroniques miniaturisés.
- 1965: Lancement du premier satellite géostationnaire («Early bird») du système Intelsat.
- 1981: IBM sort son premier ordinateur individuel.
- 1985: Apparition du CD-rom, issu des laboratoires Philips et Sony.

Continents	NOMBRE DE POSTES RÉCEPTEURS RADIO									
	Total (millions)					Pour 1 000 habitants				
	1970	1975	1980	1985	1992	1970	1975	1980	1985	1992
Total dans le monde	771	1 034	1 307	1 671	2 046	209	254	294	344	376
Afrique	19	29	49	84	116	51	69	103	152	170
Amérique	350	476	566	649	734	687	851	926	978	991
Asie	78	144	254	412	589	37	61	98	145	184
Europe (y compris l'ex-URSS)	314	368	418	502	580	446	506	558	653	736
Océanie	10	17	20	24	27	526	816	865	964	990

Source: Annuaire statistique 1994, Paris UNESCO.

Continents	NOMBRE DE POSTES RÉCEPTEURS DE TÉLÉVISION									
	Total (millions)					Pour 1 000 habitants				
	1970	1975	1980	1985	1992	1970	1975	1980	1985	1992
Total dans le monde	298	407	558	689	873	81	100	125	142	160
Afrique	1,6	2,7	8,2	15	26	4,5	6,6	17	26	38
Amérique	108	153	202	260	302	211	273	331	392	408
Asie	41	54	98	137	235	20	23	38	48	73
Europe (y compris l'ex-URSS)	144	192	243	268	300	205	264	324	349	381
Océanie	3,8	5,6	6,8	8,6	10	187	264	296	348	375

Source: Annuaire statistique 1994, Paris UNESCO.

Continents	NOMBRE DE TITRES DE LIVRES PUBLIÉS							
	Total				Par millions d'habitants			
	1970	1980	1990	1991	1970	1980	1990	1991
Total dans le monde	521 000	715 500	842 000	863 000	182	161	159	160
Afrique	8 000	12 000	13 000	13 000	22	25	20	20
Amérique	105 000	142 000	148 000	144 000	206	232	206	198
Asie	75 000	138 000	228 000	215 000	59	54	73	70
Europe	246 000	330 500	364 000	403 000	515	682	726	802
Océanie	7 000	12 500	12 000	12 000	362	548	450	442
Ex-URSS	80 000	80 500	77 000	76 000	329	303	266	261

Source: Annuaire statistique 1994, Paris UNESCO.

QUELQUES CHIFFRES

■ Le marché mondial des télécommunications (commutation, transmission et terminaux) s'élevait en 1992 à 82,1 milliards de dollars.

■ Quatre agences de presse (l'Agence France-Presse, l'agence britannique Reuter et les deux agences américaines Associated Press et United Press International) collectent, traitent et transmettent à elles seules 80% des informations destinées aux lecteurs des journaux dans le monde.

■ Selon le Bureau d'information et de prévision économique à Paris, le budget moyen des dépenses de communication pour un ménage européen se répartissait, dans les années 80, de la façon suivante: télécommunications et postes = 29%, presse = 23%, audiovisuel = 21%, livres = 12%, prises de vue = 7%, disques = 3,5%, micro-informatique = 2,5%, culture = 2%.

■ Toujours se rappeler, malgré ces chiffres, qu'un habitant sur deux de cette planète ne passera ni ne recevra au cours de sa vie aucun coup de fil...

■ D. B.

Source:

Chiffres et dates recueillis dans:

- Francis Balle, *Introduction aux médias* (PUF, Paris 1994),
- Armand Mattelart, *La Communication-monde* (La Découverte, Paris 1992),
- Bernard Miège, *La Société conquise par la communication* (PUG, Grenoble 1989).

Continents	NOMBRE ET TIRAGE DES JOURNAUX QUOTIDIENS			
	Nombre de quotidiens		Tirage (estimation) Pour 1 000 habitants	
	1975	1992	1975	1992
Total dans le monde	7 780	9 279	110	113
Afrique	170	204	12	15
Amérique	2 950	2 965	158	144
Asie	2 190	3 750	55	64
Europe (y compris l'ex-URSS)	2 350	2 247	304	364
Océanie	120	113	299	213

Source: Annuaire statistique 1994, Paris UNESCO.



Réinventer la presse

Faut-il réinventer la presse? Cette question trouve tout son sens à la lumière de deux autres interrogations, de nature prospective: quel est l'avenir des relations entre la presse (ce «quatrième pouvoir») et le pouvoir tout court, ou plutôt *les* pouvoirs? Et quel est l'avenir de l'écrit, face à la société du «zapping», à la révolution technologique du multimédia, aux autoroutes de l'information?

La presse est-elle malade du pouvoir? Contaminée par les pouvoirs? «Si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer. Seulement voilà, elle existe», disait Balzac. A cette vision, j'opposerais l'idéal de Thomas Jefferson, qui déclarait: «Notre gouvernement étant fondé sur l'opinion du peuple, le tout premier objectif devrait être de le maintenir sur cette base. Et s'il me fallait trancher entre avoir un gouvernement sans journaux, ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un instant à opter pour le second parti.» En 1787, il précisait: «J'entends par là que tout homme devrait recevoir ces journaux et être capable de les lire.»

La fin de la guerre froide et l'essor de la démocratie dans le monde ouvrent de nouveaux continents à la liberté d'expression. La presse n'y aura d'avenir que si elle invente les chemins d'une liberté durable, ce qui suppose une certaine séparation des pouvoirs. Il ne suffit pas de conquérir la liberté: il faut aussi l'organiser, et la fortifier face aux pouvoirs. Cependant, toute presse est d'abord le reflet d'une société et de ses lecteurs. En quoi le message d'espoir de Jefferson nous éclaire encore, puisqu'il établit le lien — qui est au cœur de la mission de l'Unesco — entre le principe de la liberté de la presse et des médias et son complément indispensable: l'alphabétisation, l'éducation pour tous et la liberté d'investigation scientifique et académique, sans lesquels la liberté n'est qu'un mot.

Il ne peut y avoir de démocratie sans la liberté des médias, sans la libre circulation des idées par le mot ou par l'image. On ne saurait donc souffrir la moindre entrave à la liberté d'expression. Cependant, il n'y a de médias indépendants que si les moyens de la liberté sont là. Et il ne saurait y avoir de presse libre

et influente ni de démocratie réelle sans lecteurs avisés. Le meilleur bouclier de la démocratie, ce sont les citoyens conscients et responsables.

Les nouveaux visages de la liberté

L'UNESCO œuvre au développement de médias libres, indépendants et pluralistes, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les conférences de Windhoek, et celle d'Alma-Ata ont constitué à cet égard des tournants riches de perspectives nouvelles. Dans ces «marches» de la démocratie où tout est à reconstruire, voire à inventer — la liberté d'expression, la presse libre, la déontologie — l'UNESCO joue un rôle de catalyseur, en favorisant des initiatives concrètes bilatérales, publiques et privées, en faisant travailler ensemble les nouveaux groupes de médias de la presse écrite et audiovisuelle et les organisations non gouvernementales, en stimulant la création de centres de formation de journalistes. La Déclaration de Windhoek a jeté les principes d'une réinvention, je dirai même d'une création, de la presse démocratique dans les pays du Sud ou de l'Est qui en ont été si longtemps sevrés.

Ces nouveaux médias, ces nouveaux journalistes souvent héroïques, dont beaucoup ont connu la prison, c'est chaque jour qu'ils réinventent la presse et dessinent les nouveaux visages de la liberté, au prix parfois de leur vie.

L'irruption de la société de communication généralisée, cette société «programmée» où convergent l'informatique, l'information et la communication, bouleverse nos conceptions de la culture, de l'éducation, du développement — de la vie tout court. La civilisation de l'écrit risque d'être supplantée par un nouvel empire des signes — invisibles, immatériels — qui fonde une nouvelle économie marchande, mondialisée et régie, selon l'économiste politique américain Robert Reich, par les «manipulateurs de symboles».

Toutefois, la mutation qui s'annonce est aussi une transition riche de promesses, qui doit nous mener à la *civilisation de la connaissance et de l'information*. Certains s'alarment de cette évolution, comme on s'était inquiété jadis de l'irruption de la machine à vapeur, de l'intrusion du téléphone et de celle de l'ordinateur. Allons-nous regretter l'aliénation des «temps modernes», de l'homme asservi

à la chaîne dont Chaplin a immortalisé l'image? Il va nous falloir désormais apprendre à naviguer dans l'information et dans le savoir. La société post-moderne baigne dans la culture; mais elle en a à la fois trop et trop peu. Un péril nous guette: et si la technologie était «le nouveau paradis artificiel de l'intelligence», pour citer le sociologue français Jean Baudrillard? L'esprit humain va-t-il sombrer dans la toxicomanie du virtuel, du simulacre?

S'impose dès lors l'urgence de réinventer la presse, de renouveler sa fonction critique, ses missions et ses outils. Cela exige une réflexion prospective sur la nouvelle révolution des supports de la connaissance. Considérons les grandes transformations techniques et sociales du passé: elles ont été étroitement tributaires des mutations radicales affectant l'acquisition, la conservation et, surtout, la circulation du savoir. L'invention de l'écriture fut grosse de transformations historiques. L'imprimerie a accouché de mille prodiges, et de la révolution industrielle. Vers quels rivages nous entraîne aujourd'hui la révolution cognitive déclenchée par la télématique digitalisée? Comment va-t-elle remodeler la presse? De quels ajustements culturels, à terme, est-elle porteuse?

La galaxie du multimédia

Les bouleversements en cours esquissent les visages futurs de la presse. La fusion des industries culturelles en une seule galaxie — le multimédia — comporte un risque: l'hégémonie de l'«*edutainment*», ce cocktail d'éducation et de divertissement mercantile. Certes, le savoir, la culture, les cultures, seront accessibles à domicile, grâce à un seul appareil polyvalent. mais qu'advient-il de ceux qui n'auront pas accès au luxe du foyer électronique? A moyen terme, le fossé entre les inclus, les exclus et les reclus va se creuser. De plus, l'impact d'une telle révolution est encore ambigu. Va-t-elle rapprocher les cultures entre elles? ou précipiter l'érosion des singularités et des savoirs, dans le monde sidérant de la simulation, fondé sur des produits de faible qualité culturelle et de forte valeur ajoutée?

«Producteur d'information parmi les plus anciens et les plus importants, la presse, indique M. Théry¹, fera un usage croissant des réseaux nouveaux» dès qu'elle aura entièrement numérisé son processus de production, et ce terme est proche dans les pays les plus avancés. S'ils accroissent la concurrence, au demeurant stimulante d'un point de vue économique et conforme à la démocratie, les nouveaux réseaux électroniques constituent aussi une chance pour la presse: de nouveaux modes de

diffusion sont offerts à des professionnels jouissant d'une compétence et d'un savoir-faire éprouvé en la matière.

Une tension créatrice

Avec les inforoutes, ces services seront développés et enrichis grâce à l'accroissement considérable du débit des communications, à l'interactivité, et à la possibilité de combiner le texte et l'image. La presse écrite va donc diversifier de plus en plus ses contenus, tout en développant des services inédits de documentation et de synthèse. De nouveaux publics, de nouveaux lecteurs sont donc à portée de sa main, si elle sait tendre son arc à temps et réussir sa métamorphose.

Il est d'autres questions clés: par exemple, le libre accès de l'information aux marchés et aux réseaux; la protection du droit d'auteur, qui sera au centre d'un colloque que l'Unesco organisera en 1996; les garanties d'indépendance dont souhaitent bénéficier les éditeurs de services électroniques vis-à-vis des opérateurs de réseaux — c'est toute la question du contrôle de fait qui risque d'être exercé sur l'accès aux réseaux et aux marchés; l'utilité qu'il y aurait à clarifier le statut des réseaux pour susciter un essor des marchés nouveaux; et les mesures de soutien qu'il conviendrait d'apporter à la numérisation des archives de presse, dont l'enjeu culturel, mais aussi le coût, seront si importants. Il me semble aussi que des garde-fous contre les excès de la concurrence et une association de la presse à la réflexion et à la phase d'expérimentation sur les inforoutes, pour reprendre deux suggestions de M. Théry, pourraient faciliter un bon départ.

C'est dans des situations de «tension humaine» que l'on peut créer, imaginer, réinventer, donner et «se donner», contribuer à l'avenir avec une partie de soi-même. C'est loin du point d'équilibre que les mutations se produisent. Il ne faut rien attendre des installés, des «assis», des «assurés» et des «réassurés». Ils n'ont ni la volonté, ni l'élan. Ils pensent trop à leur propre avenir, au lieu de songer à l'avenir commun. C'est seulement dans la tension créatrice que l'on parvient à découvrir les trésors, à retrouver l'essence des choses, à changer de cap.

Réinventer, bien souvent, c'est savoir redécouvrir la source et la semence; c'est oser planter à nouveau la graine, avec le geste décidé et lucide du semeur, dans le champ de notre futur à tous, auquel seul le partage donne sens. ■

1. Dans son *Rapport sur les autoroutes de l'information* au premier ministre de la France (1994).

Le grand temple indien de

par Appasamy Murugaiyan



Ce sanctuaire est l'un des plus beaux vestiges de l'empire Chola. Orné de peintures murales, de sculptures et de frises, il est aussi un témoin précieux de la vie quotidienne en Inde du Sud, autour de l'an mille.

LE règne de Rajaraja I^{er} (985-1014), le plus grand roi de la dynastie tamoule des Chola, marque une époque glorieuse pour l'Inde du Sud. Ce personnage hors du commun, fervent adorateur de Shiva, grand administrateur et vaillant guerrier, est immortalisé dans les nombreuses inscriptions du temple de Tanjavur — le plus impressionnant de la cinquantaine de sanctuaires qu'il fit édifier ou rénover.

Ce temple, qui veut concilier le monde

spirituel et le monde profane, est, en même temps qu'un édifice religieux, un monument à l'histoire, la littérature, l'art et l'architecture de l'empire Chola.

L'architecture: un guide de la vie sacrée

Les règles auxquelles répond l'architecture des temples de l'Inde du Sud étaient particulièrement rigoureuses. Dès le 6^e siècle, la pierre s'était imposée comme matériau exclusif; le bois et la terre, plus périssables, étaient réservés aux demeures des hommes. La forme d'un sanctuaire, comme sa disposition ou son style architectural, dépendaient de la nature des objets qui y seraient vénérés et du culte auxquels il était voué. Prêtres et *stapati* (artisans-techniciens) fixaient ensemble

Tanjavur



Ci-contre, coiffant le sanctuaire, le *vimana*, pyramide massive de 66 m de haut.

Ci-dessus, dans une niche du *vimana*, une divinité garde l'entrée du saint des saints.

En bas, la troisième porte d'entrée, vue de l'intérieur du temple.



les principes de construction, codifiés dans de savants traités, l'*Agama*, le *Vastu* ou le *Silpa*. Après le choix du site, le premier souci des bâtisseurs était de déterminer l'orientation. Tanjavur, construit vers l'an 1000, regarde le Levant.

Trois portes séparent le visiteur de la cour intérieure. La première, d'époque plus récente (15^e-17^e siècles), diffère des deux suivantes, qui donnent d'emblée un avant-goût de l'art et de l'architecture chola.

Dans la cour intérieure, on est accueilli par une statue de près de 6 m de long représentant un taureau couché, très belle effigie de *nandi*, la monture du dieu Shiva. Plus loin, il faut traverser les trois pavillons du sanctuaire principal, les *mandapa*, pour s'approcher du saint des saints qui abrite le *linga*, image phallique de Shiva.





Au-dessus, s'élève une immense pyramide de 13 étages et de 66 mètres de haut, le *vimana*: cet édifice creux crée un espace vide qui relie le *linga* au cosmos. La finesse de sa décoration, la profusion des niches et des pilastres, les frises représentant le panthéon hindou, les huit taureaux au sommet, en font un chef-d'œuvre de l'art chola.

A la base, deux rangées de murs parallèles encadrent le saint des saints et forment une sorte de vestibule à deux étages. L'étage inférieur est réputé pour la beauté de ses peintures murales; l'étage supérieur abrite un trésor: la représentation en relief d'environ 80 postures de danse décrites dans le *Natya Sastra*, traité du 1^{er} siècle après J.-C. sur lequel se fondent les principes des danses classiques indiennes.

Le sanctuaire principal est entouré d'une constellation de petits sanctuaires au rôle protecteur. L'un d'entre eux est spécialement consacré à Karuvurar, le maître spirituel du roi Rajaraja. En effet, le jour où, le temple achevé, il fallut installer le *linga*, les prêtres s'aperçurent que, malgré leurs efforts, la pâte spéciale qui devait fixer le monolithe à son piédestal, au lieu de se solidifier, restait liquide. Le dieu ne prenait pas sa place. Désespéré, le roi

eut soudain une révélation: il fallait, pour le bon accomplissement des cérémonies, que le mystique Karuvurar fût présent. On alla donc le chercher, on le conduisit au temple: l'homme cracha son masticatoire — feuille de bétel, noix d'arec et chaux vive — et s'en servit pour fixer le *linga*! C'est ainsi que la salive, symbole de souillure dans l'hindouisme, a fait ici office de ciment sacré.

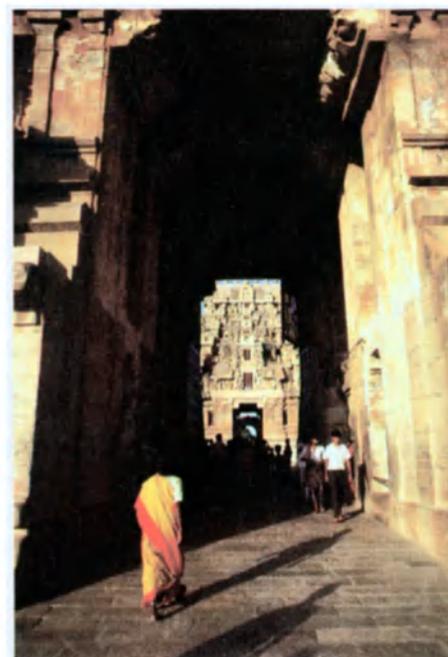
Les inscriptions: un guide de la vie profane

Grâce aux inscriptions gravées sur ses murs intérieurs, le temple de Tanjavur est, par ailleurs, un lieu sacré riche d'informations sur la vie profane: société, histoire, histoire militaire, économie, administration, art et artisanat. Rajaraja semble avoir été le premier roi tamoul à consigner ainsi, outre les événements liés à la vie du temple, les dates marquantes de son règne. Ses successeurs l'imiteront.

Sur les murs du sanctuaire principal on trouve la liste des dons du roi et de sa sœur aînée; sur les niches et les colonnes du temple figurent ceux de ses épouses, de son entourage et de ses officiers.

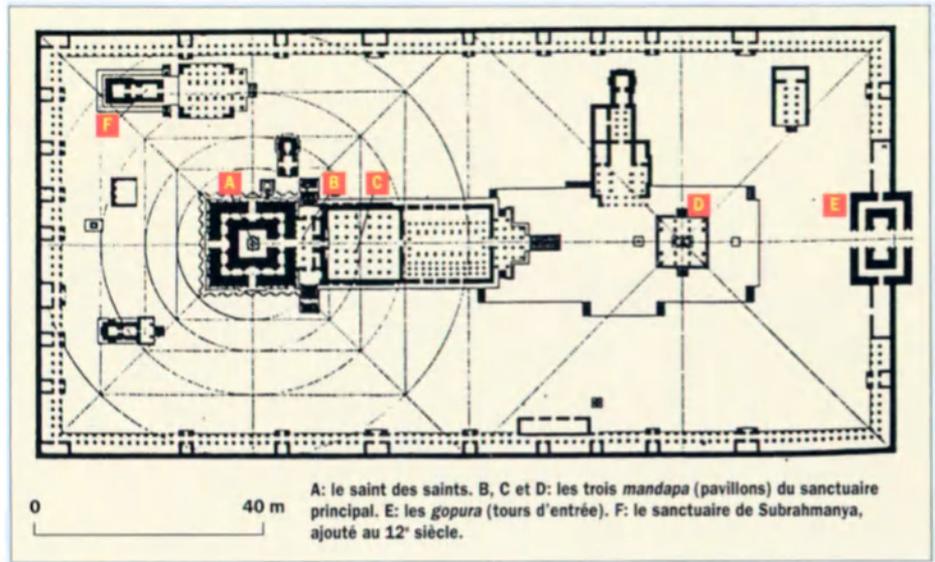
Les dons du roi révèlent une prodigalité inouïe: ustensiles pour les rituels ou les

autres services; bijoux en or sertis de perles et de pierres pour orner les statues; villages, terres et argent pour approvisionner le temple en riz; camphre, cardamome et parfums aromatisant l'eau pour l'ablution des divinités; bétail pour procurer au temple le *ghee* (beurre clarifié servant de combustible pour les lampes); musiciens et



Page de gauche: dans la cour intérieure, à gauche, le grand *nandī*, taureau couché de près de 6 m de long représentant la monture du dieu Shiva; au fond, la troisième porte d'entrée; à droite, une effigie plus petite de *nandī*.
En bas, portes d'entrée, vues de l'extérieur du temple.

Ci-dessous, galerie longeant le mur d'enceinte, côté nord.

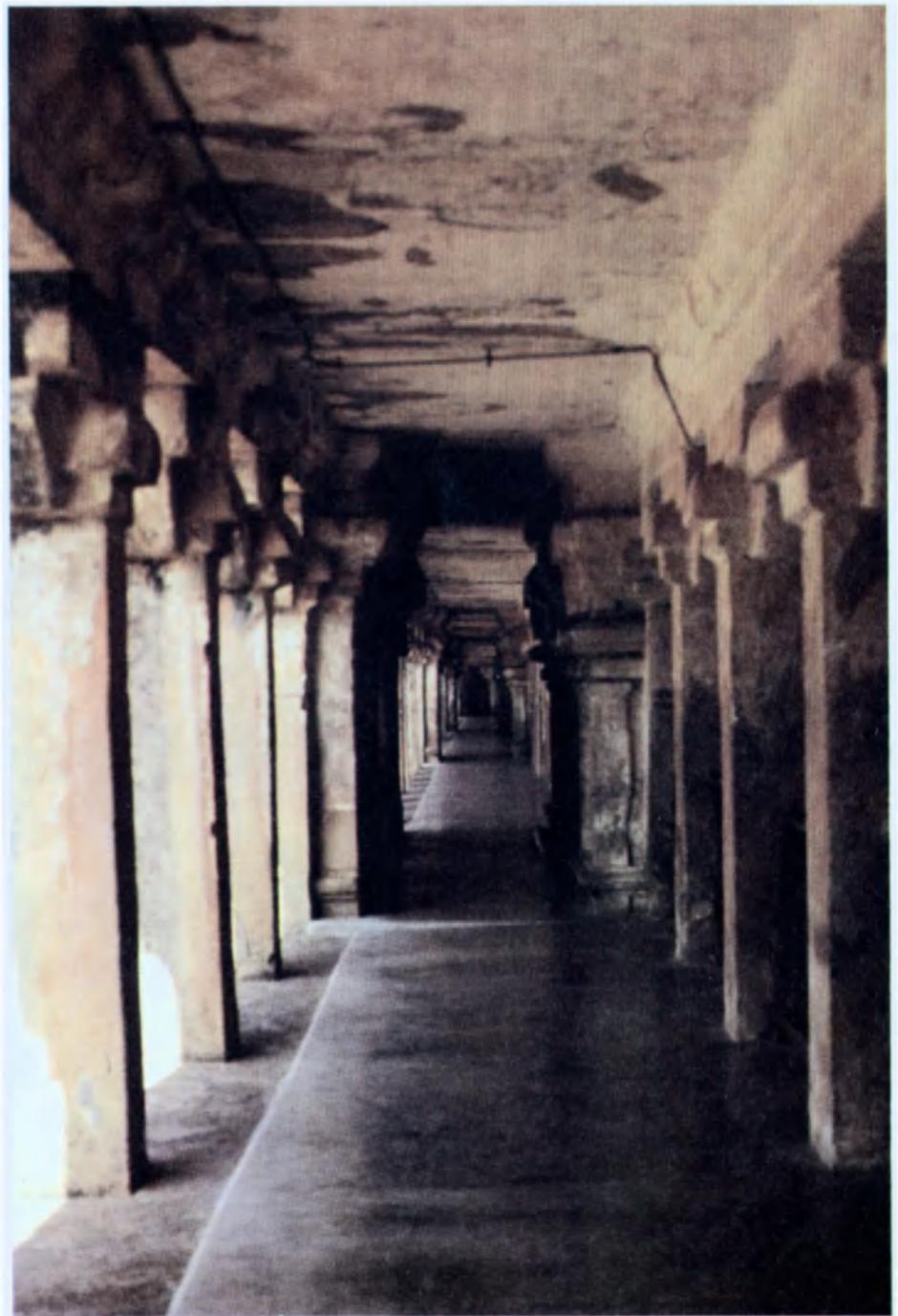


chanteurs pour les chants liturgiques; danseuses, serviteurs brahmanes, comptables, trésoriers, orfèvres, charpentiers, blanchisseurs, barbiers, astrologues, gardiens... Les inscriptions précisent même le salaire et les attributions de chaque corporation.

L'administration du temple était directement contrôlée par le roi et son armée. Des assemblées de divers villages géraient les biens des temples, ainsi que les biens publics. Certaines recevaient du temple des prêtres dont les intérêts étaient utilisés pour financer les rituels. L'ensemble de la population était ainsi associée à l'entretien du temple, à ses rites et cérémonies.

Les textes épigraphiques nous renseignent aussi sur la vie économique de l'époque. On apprend qu'il existait un système de monnaie et que les principales ressources de l'État étaient l'impôt sur le revenu et l'impôt foncier. On sait même que pour le taux d'intérêt, pour tous les prêtres, était de 12,50%! Les parties communes, telles que l'étang du village ou les parties habitées par les artisans, les chemins, les puits, n'étaient pas imposées. L'espace urbain était soigneusement réparti entre les différentes catégories sociales et professionnelles: «rue des archers», «rue des musiciens», «quartier des artisans et des commerçants».

Grâce au roi Rajaraja, le temple de Tanjavur était devenu le pivot de la vie urbaine et rurale de son époque. ■



APPASAMY MURUGAIYAN,

linguiste indien, enseigne à l'université de Paris VIII et à l'École pratique des hautes études. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la langue et la culture tamoule, notamment *Vanakkam = bonjour, Initiation à la langue tamoule* (BPI, Centre Georges-Pompidou, 1986) première méthode audio-orale en français.

F O U Z O Û L Î

poète de l'amour divin



La vie de Fouzoûlî (v. 1495-1556), en qui Arabes, Persans et Turcs reconnaissent un de leurs plus grand poètes mystiques, est une énigme. Hormis quelques détails contenus dans une biographie turque du 17^e siècle, dont est tiré le portrait ci-contre et où il est décrit comme un homme jovial et agréable, seule son œuvre nous renseigne sur lui.

Fouzoûlî, de son vrai nom Muhammed ibn Süleyman, serait né en 1495 dans une localité de la région de Bagdad, Karbala ou peut-être Najaf, où il assura dans sa jeunesse les fonctions de gardien du tombeau du Calife Ali. Plus tard, il s'installa à Bagdad même, qu'il ne quitta que la vieille femme venue pour se rendre en pèlerinage à Karbala, où il mourut, vraisemblablement de la peste. Jamais il ne vit Tabriz, l'Anatolie, l'Inde qui le séduisaient tant, pas plus qu'il ne devint poète à la cour d'Istanbul.

Bien qu'il eût connu, auprès de ses contemporains, un grand succès qui lui valut le surnom de «prince des poètes», il passa sa vie déchiré entre d'impossibles rêves de voyage et de gloire, et un quotidien plutôt décevant. Il multiplia les odes en l'honneur de mécènes potentiels, chantant successivement les mérites du chah Ismail, le fondateur de la dynastie persane des Safavides qui conquiert Bagdad en 1508, puis les brillants exploits du sultan ottoman Süleyman le Magnifique, qui se rendit maître de la prestigieuse métropole en 1534... Mais de toutes ces louanges il ne tira pas grand profit. Les biens et les honneurs échapperont toujours à ce poète «que Dieu a voué au malheur». Il lui resta l'amour.

«J'ai parlé d'amour et dès lors il ne sied de se plaindre», écrivit-il, résumant ainsi

l'essentiel de sa vie et de son œuvre: une quête incessante de *l'amour vrai* dont seule la poésie connaît les chemins.

Mais qu'est-ce, au juste, que cet amour, capable d'effacer tant de solitude et de chagrin? Conformément à la tradition mystique, Fouzoûlî voit dans l'être humain une projection, un «témoin», de Dieu. Son amour pour son semblable (dont le nom et le sexe ne sont pas dévoilés) touche à un tel degré de sublime qu'il transcende l'amour physique, dont le poète ne cesse, par ailleurs, de dénoncer la fugacité. *L'amour métaphorique* est ainsi un pont jeté vers *l'amour vrai*, l'amour de Dieu.

Fouzoûlî en fit la démonstration dans une de ses œuvres capitales, un roman en vers inspiré de la vieille légende arabe de *Leyla et Mejnoun*. Après une pléiade d'auteurs persans et turcs, il reprit le sujet de cette épopée lyrique pour y déployer sa propre éthique, sa philosophie de l'amour sublime.

L'histoire des deux amants s'y prêtait bien: Qaïs Ibn Mulawwah, surnommé Mejnoun parce qu'il possédait des djins, aime depuis sa plus tendre enfance Leyla, une fille de sa tribu à qui il dédie d'ardents poèmes. Mais les parents de celle-ci refusent de la lui donner pour épouse. Le poète en devient fou et sa bien-aimée est mariée à un autre. Les raisons du refus parental, ainsi que le sort de Leyla diffèrent selon les

auteurs¹. Mais tout le monde s'accorde sur le fait que Mejnoun, accablé par cet amour impossible, se retire dans le désert pour y mourir, avec les fauves pour seuls compagnons.

Fouzoûlî dramatise l'intrigue à l'extrême: le père de Leyla aurait vu dans les vers enflammés du jeune prétendant une atteinte à l'honneur de sa fille. Ce serait donc précisément pour avoir chanté son amour que Mejnoun est condamné à la folie et à la mort. Quant à Leyla, mariée à un autre, elle serait morte de chagrin.

L'amour de ces deux jeunes gens — qu'on qualifierait de platonique en Occident et d'«oudhrite» en Orient, par référence à la tribu yéménite des Banou Oudhra dont les poètes sont voués à cet amour fatal — incarne chez Fouzoûlî l'idéal de la passion poussée au-delà des limites humaines et rejetant toute forme d'accomplissement charnel. Il s'en saisit aussi pour illustrer le sacrifice qu'une telle passion requiert: au lieu d'essayer d'oublier sa détresse, son Mejnoun implore Dieu de ne cesser d'amplifier son amour, afin que sa souffrance dépasse les limites du supportable. Tandis que Leyla plonge consciemment dans un chagrin mortel, pour «fondre tel un cerge tenu trop près du feu».

L'amour, qui aura hanté Fouzoûlî tout au long de sa vie, ne l'a cependant pas empêché d'aborder un large éventail de questions, allant de la théologie à la médecine, en passant par la morale et l'astronomie. Consignés dans plusieurs *diwans* (recueils) les quelque sept cent *ghazals* (courts poèmes lyriques) et la centaine de *qasida* (poèmes élégiaques) en turc azéri et en persan, ainsi que la dizaine de *qasida* sauvegardées en arabe, témoignent d'une grande richesse d'inspiration. Un lyrisme passionné, un sens aigu de l'humour, une profusion d'images, un élan dionysiaque auront constamment apporté un contre-poids sensuel à sa recherche savante. Et lui ont insufflé du même coup, un pouvoir évocateur et une charge d'émotion restés intacts depuis un demi-millénaire. ■

J.S.

¹ voir: «Pourquoi Ulysse?» par Mahmoud Hussein, in *Courrier de l'UNESCO*, avril 1993, pp. 34-36.

ESPACE VERT

ROULER PROPRE: UN RÊVE?

PAR FRANCE BEQUETTE

QUOI de plus satisfaisant que de rouler sur une belle route bien entretenue? Et pourtant, son tracé, sa construction, les véhicules qui l'empruntent sont loin d'être inoffensifs pour l'environnement. En novembre 1989, le Conseil des Ministres de la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) a adopté une Résolution contenant un large éventail de recommandations destinées à freiner l'impact des transports sur l'environnement. Très contraignantes, elles constituent un véritable défi pour les années 90.

Indiscutablement, les transports contribuent à l'effet de serre en émettant du dioxyde de carbone (CO₂) — 675 millions de tonnes en 1990 dans les pays membres de l'OCDE — du méthane (CH₄), des précurseurs de l'ozone comme les hydrocarbures (HC) et l'hémioxyde d'azote (N₂O), ainsi que des hydrocarbures chlorofluorés (CFC), de l'ozone (O₃) troposphérique (de 0 à 15 km au-dessus de la Terre) et de la vapeur d'eau. Ces gaz ne proviennent pas seulement de la consommation de combustibles et de carburants fossiles, mais aussi des opérations liées à la fabrication, l'exploitation et l'élimination des véhicules, ainsi qu'à l'extraction et la transformation des carburants. Les transports, et surtout les voitures particulières, contribuent ainsi pour 25% aux émissions totales de CO₂ dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

Les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas les seules pollutions aériennes entraînées par les transports terrestres. Les moteurs Diesel (principalement les poids lourds) émettent des oxydes d'azote (NO_x), du dioxyde de soufre (SO₂), des particules microscopiques (de carbone, notamment) responsables des fumées visibles et de l'encras-



sement des immeubles. Le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote réagissent avec l'humidité de l'air pour former, respectivement, de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique. Capables d'acidifier les sols et les lacs, ces acides dégradent aussi la pierre des édifices. Leurs méfaits sont d'autant plus graves qu'ils voyagent sur de longues distances dans l'atmosphère: les gaz émis dans un pays peuvent très bien provoquer une acidification dans un autre.

DES VOITURES, MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE

La production mondiale de véhicules à moteur a connu, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, une croissance spectaculaire, passant

d'environ 10 millions de véhicules par an en 1950 à 50 millions en 1990. Le parc mondial (en comptant les deux roues) dépasse aujourd'hui les 675 millions d'unités. Il est toutefois intéressant de noter qu'en dehors des pays industrialisés membres de l'OCDE, la plupart des habitants de la planète n'utilisent pas de moyen de transport motorisé pour vivre ou travailler. Les pays d'Afrique, d'Asie (hormis le Japon) et d'Amérique latine représentent plus des quatre cinquièmes de la population mondiale et seulement un cinquième des immatriculations de véhicules à moteur. En pourcentage, le nombre de voitures par personne a toutefois progressé, dans le monde, de 20% au cours des dix dernières années.

Comme l'écrit Laurie Michaelis, de l'Agence internationale de

AUTOUR DU MONDE

DES FLEURS CONTRE L'AFFICHAGE SAUVAGE

Rien n'est moins poétique que des affiches collées sur les murs un peu partout dans les villes. Les services techniques de Brest, une ville de l'Ouest de la France, ont trouvé une solution originale. Ils habillent les surfaces à protéger de grillages métalliques et placent au pied des plantes grimpances, qui vont rapidement se garnir de feuilles et de fleurs. ■

LES CROCODILES, EFFICACES BIO-INDICATEURS?

Rarement aimés des humains, les crocodiliens comprennent 23 espèces réparties dans plus de 70 pays. En consommant toute une gamme de proies peu prisées par l'homme et en excréant des nutriments utiles à des espèces alimentaires de qualité, ils contribuent à la haute productivité des pêcheries dans les zones humides où ils vivent. Par ailleurs, ils creusent des trous qui servent de refuge à de nombreuses espèces en période de basses-eaux. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Venezuela, le Zimbabwe et les Etats-Unis, par exemple, concilient parfaitement la protection des crocodiliens et celle des oiseaux aquatiques avec la gestion des pêcheries et l'écotourisme. En Floride et en Australie septentrionale, les conflits avec l'homme sont évités par l'abattage sélectif de spécimens reconnus dangereux. La présence de crocodiles dans un biotope peut être un indicateur d'environnement sain, sans être tout à fait fiable puisque ces reptiles, très robustes, s'adaptent à tout, même à la pollution. ■

LA POLLUTION MARINE SOUS L'ŒIL DES DOUANES

Lorsqu'un navire procède à des rejets interdits par la Convention internationale MARPOL signée à Londres en 1973, comment le savoir? Les douanes françaises, qui avaient déjà un avion POLMAR spécialisé en télédétection, viennent de s'équiper d'un second: un biturbo-propulseur d'une autonomie de près de 2 000 km. Son radar latéral repère jusqu'à 35 km les nappes d'hydrocarbures. Son scanner infrarouge balaie la zone sous l'avion et permet de visualiser les variations de température à la surface de la mer liées à leur présence. Grâce à l'ordinateur de bord, les données recueillies sont cartographiées et permettent même une estimation des quantités répandues. Enfin, une caméra vidéo enregistre l'identité du navire responsable et fournit une preuve de l'infraction. ■

Dans la Vallée de la mort, en Californie (Etats-Unis).



l'énergie (France), dans un rapport présenté à un séminaire organisé en 1992 par la CEMT: «D'un point de vue purement technique, il serait possible, en réduisant les dimensions et les performances des véhicules, d'abaisser au tiers de son niveau actuel la consommation en carburant et, par voie de conséquence, les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à essence actuelles. Néanmoins, ces véhicules plus petits et moins performants, plus économes en carburant et moins polluants, n'occuperaient pas une part appréciable du marché dans les conditions qui y règnent actuellement. En l'absence de tout compromis sur les caractéristiques qui assurent le succès d'une automobile sur les marchés actuels, il est peu probable qu'on arrive à réduire de plus de 10% la consommation des véhicules d'ici à 2005.» En effet, le succès commercial d'une automobile, basé sur la puissance, la vitesse, la dimension, la sécurité et le confort, est le plus souvent en contradiction avec l'objectif de réduction de la consommation d'énergie.

Laurie Michaelis, dans son rapport, se livre à une analyse comparative des avantages et inconvénients des différents carburants et de leurs effets sur l'environnement, tant à la production qu'à la consommation. Le gazole (carburant Diesel) émet 15% de CO₂ de plus que l'essence. Bien que leur image de véhicules sales, bruyants et lourds s'estompe, leur prix plus élevé à l'achat empêche les voitures Diesel d'envahir le marché. Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) comprend le propane et le butane. Les voitures qui fonctionnent au GPL ont un taux d'émission de gaz à effet de serre inférieur de 20% aux voitures à essence. Son inconvénient majeur: les raffineries n'y consacrent que 5% environ de leur production et il est très difficile à trouver!

Les moteurs au gaz naturel com-

primé émettent peu de CO₂, mais beaucoup de méthane, ce qui les rend moins intéressants. Une inconnue: l'accueil que réservera le public à ce carburant novateur. Et l'alcool? Méthanol et éthanol coûtent cher à produire. Moins riches en énergie, ils imposent d'équiper les véhicules de réservoirs plus grands ou de limiter leur autonomie de déplacement. En raison de leur pouvoir corrosif, il faudra prévoir aussi de remplacer les matériaux actuellement utilisés dans les moteurs. L'hydrogène paraît être le carburant idéal: sa combustion produit de l'eau et certains produits azotés. Toutefois, s'il est obtenu par électrolyse de l'eau, les centrales au fioul ou au charbon qui produisent le courant électrique nécessaire à l'opération polluent l'air deux fois plus que la bonne vieille essence des moteurs classiques. Le même problème se pose pour la voiture électrique. Certains constructeurs misent sur sa diffusion, mais sa vitesse (limitée à 100 km/h), son autonomie (réduite à 100 km), et son prix élevé restent dissuasifs, sauf si une loi sur la pollution de l'air venait à l'imposer, comme cela est prévu aux Etats-Unis, à Los Angeles. Et à condition, bien évidemment, que l'électricité qui l'alimente provienne d'énergies renouvelables!

Néanmoins, la voiture électrique est la seule qui soit parfaitement silencieuse. Or, comme nous l'avons vu dans notre numéro de juin 1994, le bruit est un des grands fléaux du monde moderne et la circulation automobile y contribue largement. Le bruit subi par les riverains d'une route vient du fonctionnement des moteurs et des transmissions, des pneus, des avertisseurs et des revêtements. Les sociétés de travaux publics travaillent à rendre ces derniers plus silencieux. Une innovation permet de diminuer de 3 à 5 décibels le bruit du trafic, ce qui peut paraître dérisoire mais représente un beau succès. Les gravillons sont enrobés dans du bitume mais le mélange est très aéré. Ce système réduit le bruit de roulement et permet, en plus, à l'eau de pluie de s'éliminer rapidement, rendant la route moins glissante.

D'AUTRES FORMES DE POLLUTION

Si indispensables soient-elles, les routes sont à l'origine de plusieurs types de pollution. Lors de leur construction ou de leur réfection, l'intense érosion des sols pollue l'eau (1 000 et 10 000 tonnes de matières en suspension par kilomètre). Une



Le col de Braus, dans les Alpes-Maritimes, en France.

pollution chronique est due à l'usure des matériaux — revêtements, pneus, glissières de sécurité, panneaux de signalisation, armature du béton — ainsi qu'aux carburants au plomb: ils libèrent des métaux lourds, fixés ensuite par les végétaux et les champignons qui poussent aux environs. L'hiver, pour lutter contre le verglas, surtout en montagne, les services de déneigement sur les routes de 20 à 30 g par mètre carré de sels (chlorure de sodium, de calcium ou de magnésium) qui contribuent à polluer les cours d'eau. Enfin, il arrive aussi que, lors d'un accident, un camion chargé de produits dangereux, hydrocarbures ou produits chimiques, répande son contenu, qui risque alors de gagner, plus ou moins rapidement, les nappes souterraines.

Comme l'écrit Jean-Pierre Orfeuil, de l'Institut national français de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS): «L'effondrement du rail pour les marchandises amène à la formation d'un véritable monopole politique routier, jouant tour à tour sur la concurrence exacerbée et le front corporatiste pour imposer ses vues à la société.» Cet effondrement apparaît nettement lorsqu'on constate qu'entre 1984 et 1989, le trafic des poids lourds a augmenté de 84% dans la CEE, contre 13% seulement pour le rail. Et Jean-Pierre Orfeuil ajoute: «La contribution des transports dans les pays développés à la croissance de la consommation pétrolière maintient la tension sur les prix et ne permet pas d'offrir aux pays du tiers monde les possibilités de développement permises par une énergie à bas prix dont le monde développé a bénéficié dans l'après-guerre.» Par ailleurs, le tiers monde, englué dans de graves crises économiques, a le plus grand mal à entretenir ses

routes et son parc automobile, souvent en mauvais état et gravement polluant.

Des scientifiques contestent parfois l'annonce catastrophique d'un réchauffement planétaire et son lien, notamment, avec l'augmentation de la présence de dioxyde de carbone. Néanmoins, un saine «principe de précaution» devrait entraîner une réduction de tous les polluants émis par les véhicules motorisés, ce qui sauvegarderait notre cadre de vie et celui des générations futures. Une série de mesures à l'étude prévoit, par exemple, l'augmentation des taxes à la consommation de carburant, le renforcement des limitations de vitesse et de leur contrôle, l'abaissement des coûts du rail et des transports publics, la promotion du transport combiné route-rail des marchandises, la réduction de la circulation en ville et le développement des pistes cyclables. Reste toutefois à persuader les usagers, ce qui n'est pas une mince affaire: «Le non-accès à l'automobile (chez les adolescents et en partie chez les personnes âgées), écrit encore Jean-Pierre Orfeuil, conduit à un véritable sentiment d'exclusion dans une société structurée par l'automobile.» Les campagnes d'information, même les plus persuasives, sauront-elles convaincre les populations qu'augmenter les taxes et réduire la vitesse garantira à tous un air plus pur? ■

A LIRE:

- La politique des transports face au réchauffement mondial, Conférence européenne des ministres des transports (CEMT-OCDE, 1993)
- Le transport de marchandises et l'environnement, CEMT-OCDE, 1991.
- Innovations routières pour l'environnement, Ministère de l'équipement, des transports et du tourisme (France), 1994.
- L'Environnement magazine, n°1529, juillet-août 1994.

AUTOUR DU MONDE

LA PALME REVIENT AU MAROC

Une technique simple, mais efficace, a été mise au point pour stabiliser les dunes de sable dans le Sud du Maroc, où elles envahissaient progressivement les zones cultivées. En 1980, dans le cadre d'un projet mené conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement et la FAO, on a conseillé aux paysans de construire des clôtures de palmes d'un mètre de haut, formant des carrés contigus de 7 mètres de côté. Des superficies considérables ont ainsi été récupérées. Le projet terminé, le personnel local a continué à promouvoir cette technique de lutte contre la désertification, valable pour toute l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. ■

UN SUPER RIZ VIENT DE NAÎTRE

L'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), aux Philippines, vient d'annoncer la mise au point d'une nouvelle variété de riz, capable d'augmenter de 25% la récolte sur une même superficie. L'IRRI figure parmi les 17 centres du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale. Son équipe a étudié 80 échantillons de riz puis croisé des sélections afin d'obtenir une variété résistante aux insectes et aux maladies, appréciée pour son goût et d'un bon rendement. Si le nouveau riz tient ses promesses, il pourra fournir jusqu'à 100 millions de tonnes supplémentaires par an. Il sera commercialisé dans environ cinq ans. Par ailleurs, sachant qu'il faut 1 900 litres d'eau pour produire un kilo de riz, l'IRRI cherche aussi à produire une variété de riz permettant de diminuer de 50% l'irrigation nécessaire, afin de protéger l'environnement. ■

DES VERS A TOUT FAIRE

En Inde, l'élevage des vers de terre commence à inquiéter les marchands d'engrais chimiques. L'Institut de recherche sur le ver de terre de Bhawalkar, en Inde, travaille depuis 1981 à encourager la vermiculture. Celle-ci permet de pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement et de recycler les déchets organiques. Les vers de terre ne sont pas difficiles: ils consomment les résidus les plus divers, et les transforment en compost fertile. Doués d'une grande faculté d'adaptation, ils se mettent au service des particuliers dans n'importe quel conteneur, dévorant les restes des usines, des poubelles et des étables. Très riches en protéines (60% de la matière sèche), ils fournissent également une farine idéale pour l'alimentation animale. ■

FRANCE
BEQUETTE,
journaliste franco-
américaine
spécialisée dans
l'environnement.

LE CENTRE POUR NOTRE AVENIR À TOUS

Si le souci de «notre avenir à tous» évoque encore l'action du premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland, le Centre qui s'y consacre ne se trouve pas à Oslo, mais à Genève, en Suisse. Mme Brundtland présidait en effet la Commission mondiale de l'environnement et du développement des Nations Unies dont le rapport, publié en 1987 et précisément intitulé *Notre avenir à tous*, avait fait grand bruit à l'époque. On y rencontrait, pour la première fois, l'expression «développement durable» qui fut au cœur des débats de la Conférence de Rio en 1992. Créé en 1988, le Centre est une fondation suisse sans but lucratif qui a pour vocation de donner suite aux recommandations du rapport Brundtland et de promouvoir le développement durable auprès du public comme des institutions.

Le Centre a établi un réseau de partenaires rassemblant plus de 200 organisations non gouvernementales dans plus de 70 pays. Il recueille des informations qu'il partage ensuite avec quelque 35 000 organisations et individus dans 170 pays. Enfin, il publie deux périodiques (payants pour les abonnés des pays industrialisés et gratuits pour les pays en développement), tous deux en langue anglaise: *The Network*, un mensuel de 8 pages bourré d'informations sur des initiatives de développement durable repérées à travers le monde, et *The Bulletin*, un trimestriel de 130 pages qui traite un thème central, par exemple la Conférence du Caire sur la population et le développement dans le numéro 24 d'octobre 1994 (peut être obtenu sur disquette IBM 3.5, IBM 5.25 et Macintosh). C'est une véritable mine de renseignements pour tout ce qui touche à l'environne-



ment: conférences internationales, publications imprimées, vidéos, émissions de radio. Les organisations ou les personnes qui désirent annoncer un événement lié à l'environnement ou toucher un public spécifique peuvent s'adresser au *Bulletin* et figurer sur la liste de ses correspondants.

Un document remarquable, intitulé *Sommet de la Terre 1992, un programme d'action* et proposant une version grand public d'Action 21 et des autres accords de Rio, est disponible auprès du Centre en anglais, français, espagnol, italien et russe. Les sujets abordés sont systématiquement illustrés de graphiques. Veut-on connaître, par exemple, quel est le volume des déchets dangereux dans le monde? Le pourcentage de la population vivant dans des bidonvilles? Le degré d'érosion des sols? L'essentiel se trouve dans

cet outil pratique et précieux pour tous ceux que l'environnement concerne.

Parmi les projets du Centre: l'attribution de bourses de six mois à de jeunes spécialistes des pays du Sud, qui viendront participer à ses activités et perfectionner leurs connaissances, ainsi que la création d'un catalogue répertoriant 175 heures de bandes vidéo, 5 000 photos, 400 heures de bandes magnétiques, 350 rapports de congrès, 20 000 noms de correspondants et des centaines de livres et de documents divers. ■

LE CENTRE POUR NOTRE AVENIR À TOUS,

33, chemin Valavran, 1293 Bellevue, Genève (Suisse).

Tél. (41-22) 774 45 30, télécopie: 774 45 36.

Messagerie électronique E-mail: greenet: commonfuture.



UNESCO

NOUVEAU MANIFESTE POUR LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

Depuis sa création, l'UNESCO porte aux bibliothèques un intérêt tout particulier. Son Acte constitutif ne lui commande-t-il pas d'aider «au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir, en veillant à la conservation et à la protection du patrimoine universel de livres»? En 1949 déjà, un premier Manifeste sur *La bibliothèque publique — force vive au service de l'éducation populaire* en faisait une conquête de la démocratie moderne. En 1972, comme contribution à l'Année internationale du livre, le Manifeste fut réactualisé: les bibliothèques ne se bornaient plus à soutenir l'éducation, elles devenaient des outils de communication et de culture. Cette version s'adressait plus spécifiquement aux bibliothécaires, précisant à leur intention certaines normes professionnelles. Vingt ans plus tard, en 1992, une troisième version, proposée par la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA), réaffirme avec force, à l'intention des pouvoirs publics cette fois, que les bibliothèques doivent être libres de toute forme de censure (idéologique, politique, religieuse) ou de pression commerciale, et que leur accès doit rester gratuit et ouvert à tous. Progrès technique oblige, elles ont désormais pour mission de favoriser le développement des compétences en matière d'informatique; elles sont invitées à faire connaître leurs objectifs et à se constituer en réseaux, afin de permettre une coordination de leurs services à l'échelle nationale et internationale. Approuvé en novembre 1994 par les représentants des 30 Etats siégeant au Conseil intergouvernemental du Programme général d'information (PGI) de l'UNESCO, ce nouveau Manifeste veut enrayer le désengagement des pouvoirs publics, qui risque d'empêcher les bibliothèques de jouer leur rôle dans la formation individuelle permanente. ■

L'Unesco se mobilise pour la bibliothèque de Sarajevo

■ Dans la nuit du 25 août 1992, la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine était détruite par des tirs d'artillerie provenant des collines qui entourent la ville de Sarajevo. L'incendie, déclenché par les tirs, a ravagé le beau bâtiment de style mauresque qui abritait la bibliothèque, ainsi que la majeure partie de ses fonds: 1,5 à 2 millions de volumes, dont près de 700 manuscrits et incunables, et une collection unique de «Bosniaca» (publications spécialisées sur la Bosnie). Moins de 10% des collections de valeur ont pu être sauvées. La destruction d'environ 600 titres de périodiques bosniaques, s'échelonnant du milieu du 19^e siècle à nos jours, représente la perte la plus importante; celle des catalogues centraux est extrêmement gênante pour la reconstitution des collections.

«Il importe qu'au moment où la force des armes et des haines semble céder à celle de la raison, la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité à laquelle travaille l'UNESCO se manifeste avec vigueur», a déclaré en avril dernier le directeur général de l'Organisation, M. Federico Mayor, en invitant les Etats, les organisations internationales, les institutions publiques et privées, les organismes de financement, les associations de bibliothécaires, d'archiviste et de documentaliste, ainsi que les particuliers, à participer par des contributions volontaires — fonds, équipements ou services — à la reconstruction de la bibliothèque nationale de Sarajevo et à la reconstitution de ses collections.

«L'isolement intellectuel imposé à Sarajevo est aussi dangereux que les pénuries d'électricité, d'eau ou de médicaments dont souffre cette ville brisée, a-t-il ajouté. Quel meilleur symbole, pour exprimer la solidarité et rompre l'isolement, qu'une bibliothèque, nationale et universitaire de surcroît? Lieu d'enseignement et de recherche, de culture, d'information, d'échanges intellectuels, une bibliothèque

favorise l'accès au savoir et contribue à la préservation de l'identité culturelle, en même temps qu'elle consacre l'appartenance de la communauté locale à la civilisation universelle.»

Depuis lors, l'Organisation a mis en place un Programme d'assistance internationale qui a principalement permis l'achat de matériel de lecture et de machines de bureau pour rééquiper la bibliothèque. Malgré le blocus, des livres sont acheminés par petits colis de 20 kg, grâce au pont aérien mis en place sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la FORPRONU. La sortie de bibliothécaires et d'archivistes est organisée par la même voie pour leur permettre de suivre des cours de formation ou de participer aux consultations et réunions internationales consacrées à la reconstruction de la bibliothèque. De même, l'Unesco a envoyé sur place plusieurs missions pour établir un programme de reconstruction et étudier la possibilité d'étendre l'assistance humanitaire à l'acquisition de livres et de revues spécialisés.

«J'exprime l'espoir, a conclu M. Mayor, que les contributions seront à la mesure de la tâche et que tous ceux qui sont soucieux de voir assurer la sauvegarde du patrimoine documentaire universel et d'en favoriser l'utilisation la plus large possible par les chercheurs comme par le public participeront à la reconstruction et à l'équipement de la bibliothèque de Sarajevo.» ■

Vous pouvez adresser vos dons, par chèques bancaires libellés à l'ordre de l'UNESCO, au directeur de la Division du Programme général d'information, UNESCO, 1, rue Miollis, F-75732 Paris Cedex 15. Veuillez indiquer le code 416 BIH 60.

Salvador de Madariaga

La formation de l'homme moderne: intuition et intelligence

Diplomate et écrivain espagnol, Salvador de Madariaga (1886-1978) fut un humaniste et un démocrate convaincu, qui lutta constamment contre la dictature franquiste (il quitta l'Espagne en 1936 pour n'y revenir qu'en 1976, après la mort de Franco). Il fut l'un des fondateurs de l'idée d'une Europe unie. Auteur d'une œuvre littéraire importante — poèmes, romans, pièces de théâtre — il a particulièrement brillé dans deux genres: l'essai et la biographie historique. En avril 1935, il participa à un colloque organisé par l'Institut international de coopération intellectuelle à Nice (France) sur le thème: «La formation de l'homme moderne».

Il y a nécessité de préserver un équilibre entre la «richesse de l'intuition» et le «développement intellectuel», de favoriser l'intelligence qui mobilise toutes les facettes de l'être humain, imaginaire compris, plutôt que celle qui se réduit à une approche parcellaire, «technocratique», de la réalité.

Si nous contemplons une société organisée, ayant une certaine continuité, une certaine histoire, une certaine tradition, par exemple une nation européenne, nous pourrions constater que la hiérarchie, telle qu'elle se constitue à travers son histoire, provient de deux sources. Une source d'entraînement, de tradition, qui est fondée sur l'héritage, sur les privilèges sociaux qui se continuent; puis une autre source, qui est la valeur individuelle, positive chez les individus qui gravissent les degrés dans le sens ascendant, négative chez les individus qui se laissent entraîner par leurs impulsions naturelles. Somme toute, je ne vois pas très bien quel avantage nous aurions à changer ce système qui a toujours existé et me semble avoir tous les avantages.

Quant à la hiérarchie naturelle, je crois qu'elle est très nettement caractérisée par un certain nombre de facultés — afin d'éviter un mot qui soit vague, je dirai: de qualités non physiques. Il y a d'abord les gens à valeur spirituelle qui sont au sommet de la hiérarchie humaine. Ils ne sont pas au sommet de la hiérarchie sociale, et qu'on pourrait appeler mécanique, de l'Etat, parce que cela ne les intéresse pas. Ils se retirent généralement de la vue. Ce sont des médiocrités, des isolés, des cénobites, même s'ils ne le sont pas officiellement.

Puis, il y a les gens que nous avons appelés ici l'élite, ceux qui mènent l'Etat, qui constituent ce que — dans une comparaison que, du point de vue politique, je n'admettrais pas, une comparaison avec l'armée — j'appellerais les officiers, les généraux de l'Etat. Ce sont eux qui se distinguent par une qualité intellectuelle plus développée que les autres.

Enfin, il y a le peuple chez lequel, en général — parce que je dirai tout à l'heure là-dessus ce que j'en pense — on distingue surtout une grande richesse d'intuition. J'ai dit: en général. Je crois qu'il est difficile de généraliser. Prenez, par exemple, un peuple comme celui de France, qui est spécifiquement un peuple d'intellectuels. Même lorsqu'un Français est bête, c'est un intellectuel bête. C'est très important. On peut être intellectuel et tout à fait stupide. Dès qu'un Français est un homme de génie, c'est un intellectuel intelligent, mais un intellectuel. Chez le peuple de France, même le boutiquier du coin a son centre de gravité dans l'intellect. Il n'en est pas ainsi en Espagne. Le peuple espagnol est un peuple profondément intuitif, et c'est une expérience qui m'a beaucoup préoccupé, qui constitue une très grosse difficulté pour discuter un thème tel que celui que nous débattons aujourd'hui. J'ai très souvent constaté qu'en Espagne, apprendre à lire à un paysan, c'est presque certainement le gêner; développer les facultés intellectuelles des gens qui ont un esprit intuitif d'une très grande profondeur, c'est une opération très risquée. J'étais étudiant lorsque j'ai rencontré pour la première fois Miguel de Unamuno et je lui ai entendu dire une chose dont la sagesse m'a frappé de plus en plus depuis lors. Il m'a dit: «La différence entre un ouvrier et un paysan espagnols est la suivante: un paysan espagnol a cinq cents idées et cinq cents mots pour les exprimer, et, toutes les fois qu'il parle, il dit quelque chose. Un ouvrier espagnol a aussi cinq



Texte choisi par Edgardo Canton



Salvador de Madariaga.
Photo prise en 1965.

cents idées; mais, comme il lit les journaux, il a cinq mille mots pour les exprimer et il ne dit jamais rien.» Je vous prie de méditer sur cette grosse difficulté et je le fais avec d'autant plus d'humilité que je ne vous apporte aucune solution.

L'élite, donc, est constituée par l'intelligence. Etes-vous sûrs qu'en ouvrant largement la porte du développement intellectuel, vous ne détruisez pas un équilibre? Pour ma part, je ne le sais pas. Je ne sais pas si une certaine énergie synthétique de perception qui se trouve dans l'être humain, en s'intellectualisant, en passant dans un milieu qui ne lui est pas spontanément familier, ne s'appauvrit pas dans son ensemble du fait qu'elle cesse de demeurer dans l'intuition, qu'elle quitte le milieu qui lui est spontanément familier. Toutefois, malgré ce risque, je crois que la nécessité où est l'Etat de se faire une élite intellectuelle est telle qu'il est indispensable, pratiquement, d'avoir une politique d'enseignement primaire aussi parfait que possible — ou aussi peu imparfait que

possible — pour mettre tout le peuple en mesure de fournir à l'Etat l'élite intellectuelle dont il a besoin.

Il y a une autre considération. Je suis plutôt partisan de l'individu que de l'Etat. Je ne pourrais donc pas me contenter, pour défendre l'école primaire et son développement, d'un raisonnement qui se limiterait à l'intérêt de l'Etat. Il y a aussi l'intérêt de l'individu. Dans cette masse du peuple qui se distingue en général — sauf pour certains peuples particulièrement intellectuels comme la France — par la richesse de l'intuition, il y a tout de même, potentiellement, un nombre élevé de gens dont la vie normale est dans l'intelligence. De quel droit irions-nous priver ces individus de la possibilité d'atteindre dans l'Etat et surtout, ce qui est plus important, le niveau naturel qu'ils doivent occuper dans la vie, dans leur vie à eux, en leur fermant l'accès à l'école?

Donc, pour ces deux raisons, j'estime qu'il faut entrer d'une façon très hardie,

très nette, dans une politique d'enseignement primaire, même au risque que je vous exprimais tout à l'heure quant aux conséquences que cela pourrait avoir en ce qui concerne l'appauvrissement de l'intuition.

Cela dit, il faudrait faire une distinction très nette entre la culture du plus grand nombre et la culture de l'ensemble. Ce sont là deux choses extrêmement différentes, deux choses, d'ailleurs, qui s'interpénètrent parce que la culture du plus grand nombre serait impossible à atteindre sans la culture de l'ensemble.

Il faut concevoir la culture comme un ensemble organisé. Par exemple, une famille doit avoir une culture de famille. Un Etat doit avoir une culture d'Etat et l'humanité organisée, que nous essayons péniblement d'édifier, doit avoir une culture humaine organisée.

Cette culture de l'ensemble, est-il possible de la transmettre aux foules uniquement par les moyens intellectuels? Je ne le crois pas et je pense que les Etats modernes ont fortement négligé cet aspect de la transmission de la culture qui, aux époques de richesse et d'unité de culture, n'a jamais été négligé, par exemple aux grandes époques de l'Eglise. L'Eglise a su faire pénétrer la culture catholique, la culture d'ensemble, par les seuls procédés qui permettent d'arriver efficacement à la masse, c'est-à-dire par le mythe et par le symbole. Or, à mon avis, quel que soit l'abus qu'on fasse aujourd'hui de mauvais mythes, de mauvais symboles ou plutôt quel que soit l'abus qu'on fasse aujourd'hui des mythes et des symboles pour faire pénétrer une mauvaise culture — car il peut y avoir une mauvaise culture — il faudrait que nous apprenions à formuler, ou plutôt à créer des mythes et des symboles pour faire pénétrer cette culture d'ensemble dans nos peuples.

En ce qui me concerne, je suis convaincu que l'échec de la Société des Nations — qui, jusqu'ici, est évident — pour créer une ambiance internationale de paix et de collaboration est dû à ce que les efforts faits dans ce sens l'ont été sur l'intelligence parce qu'on a abandonné le plan des symboles et des mythes.

Telles sont les idées que je voulais vous exposer parce que le thème que vous venez d'aborder est peut-être le plus délicat, le plus difficile de nos travaux. ■

LA BATTERIE, CŒUR DE JAZZ

par Isabelle Leymarie

La batterie, composante indispensable de la musique de variété, est le seul instrument «inventé» par le jazz. Née de la juxtaposition de percussions diverses, elle s'est développée au fil des ans, bénéficiant de plusieurs améliorations techniques.

Lorsque le jazz apparaît, au début du siècle, les premiers batteurs se servent de percussions empruntées aux orchestres de cirque, aux fanfares ou aux troupes de music-hall. Les batteurs néo-orléanais actuels évoquent souvent, dans leur jeu expressif et swingant, l'Afrique ou les Antilles, mais les batteries utilisées par leurs confrères d'antan n'étaient pas d'origine africaine: la grosse caisse et la caisse claire venaient d'Europe, les autres instruments de Chine, et ces percussions servaient plutôt à épater la galerie qu'à des fins purement musicales. L'emploi exclusif, dans le vieux jazz, de tambours de facture européenne ou asiatique, vient du fait qu'aux Etats-Unis, contrairement aux Antilles et à certains pays d'Amérique latine, où les petites percussions et les tambours frappés avec les mains survécurent malgré la répression, les planteurs interdirent à leurs esclaves de jouer du tambour et que cet instrument disparut rapidement de la musique noire du pays.

Outre les cymbales, la batterie consiste en trois sortes de tambours: la grosse caisse, la caisse claire et le tom. Les anciennes grosses caisses du jazz étaient identiques à celles utilisées par les fanfares. La fonction principale du batteur étant de maintenir un tempo régulier, le puissant son de la grosse caisse lui permettait de se faire entendre malgré le tumulte des cuivres. Les toms étaient en forme de tonneau, avec une épaisse peau de porc et, la plupart du temps, laqués en rouge. Outre ces toms, les batteurs utilisaient des cymbales chinoises et des *temple blocks* (gros wood-blocks — sorte de gongs en bois — joués par groupes de quatre à six). Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les toms, les cymbales et les *temple blocks* étaient importés de Chine et extrêmement populaires en raison de leur prix modique. Fort probablement, l'importante immigration chinoise aux Etats-Unis durant la seconde moitié du 19^e siècle influença les percussionnistes de l'époque qui recherchaient des sonorités nouvelles.

**Instrument de jazz
créé à l'origine pour
accompagner le
rythme, la batterie a
conquis peu à peu
le rang de soliste.**

A la fin des années vingt, avec le développement des clubs et du «show business» à Harlem, les batteries deviennent extravagantes. Sonny Greer, batteur de Duke Ellington, ou Jimmy Crawford, batteur de Jimmie Lunceford, ajoutent des timbales à leur instrument, là encore pour un effet plus théâtral que strictement musical. Perchés sur une estrade, ils s'en donnent à cœur joie. Lorsque Duke Ellington se produisait au Cotton Club, Sonny Greer jouait d'une extraordinaire batterie fabriquée sur mesure pour lui, qui comprenait des *temple blocks*, des cymbales de toute sorte, des gongs suspendus au-dessus de sa tête, des timbales, un vibraphone et un carillon. Ses tambours, nacrés, étaient décorés avec ses initiales et sa batterie suscitait l'envie des orchestres rivaux.

PÉDALES ET CYMBALES

A la Nouvelle-Orléans, dans les années trente, de nombreux percussionnistes se mettent à décorer le devant de leurs batteries, non seulement avec le nom ou les initiales de l'orchestre, mais aussi avec des paysages bucoliques, le portrait du chef d'orchestre ou même des danses érotiques.

Plusieurs innovations et améliorations techniques changeront progressivement le jeu de la

batterie. A la fin du 19^e siècle, Dee Dee Chandler, batteur de John Robichaux, fut probablement le premier à ajouter une pédale — consistant alors en une batte de bois — à sa grosse caisse, ce qui lui permettait des rythmes beaucoup plus rapides. Des pédales métalliques furent par la suite fabriquées de manière industrielle et adoptées avec enthousiasme par les autres batteurs.

Les cymbales, importées d'Istanbul jusqu'à 1929, étaient tout d'abord prisées pour leur originalité. Elles servaient essentiellement à marquer le tempo, mais durant l'époque du swing, des musiciens tels que Joe Jones, le batteur de Count Basie, commencent à utiliser le charleston (double cymbale fixée sur la grosse caisse) de façon beaucoup plus fluide qu'auparavant et à la fin des années soixante, Elvin Jones, batteur de John Coltrane, produit, avec ses cymbales, un flux musical continu enveloppant les autres instrumentistes.

Le bebop, né quelques années plus tôt, fait aussi appel, pour exécuter ses rythmes vertigineux, à des cymbales plus grandes et plus lourdes. Kenny Clarke, pionnier de ce genre musical, déplace l'accent de la grosse caisse à la cymbale *ride*, dont il joue en virtuose avec une technique dite de «*chabada*». Surnommé «Klook» en raison des accents imprévus qu'il exécute, Clarke introduit un jeu de batterie beaucoup plus moderne, faisant de cet instrument un soliste à part entière et non plus un simple métronome.

A partir de la fin des années quarante, pour répondre à la demande croissante de batteries, les membranes des tambours, fabriquées en peau de veau, sont remplacées par des membranes en plastique, au son plus dur, mais plus faciles à produire en quantité industrielle.

Alors que la batterie se limite, dans le rock et la variété, à des tempos binaires évidents et à une fonction d'accompagnement, les batteurs: Max Roach, Art Blakey, Philly Joe Jones, Tony Williams, inventeront des rythmes riches et variés, avec d'innombrables accents et contre-temps. ■

ISABELLE LEYMARIE,
musicologue franco-américaine.

Lie-tseu

De la folie

Le seigneur P'ang de Ts'in avait un fils qui était fort intelligent dès sa tendre enfance. Devenu adulte, il contracta une folie: entendait-il une chanson? il croyait ouïr une plainte. Voyait-il du blanc? il le prenait pour du noir. Pour lui, le parfum avait une odeur nauséabonde; une saveur douce lui était amère; ce qu'il faisait de mal, il le tenait pour juste. Ciel et Terre, points cardinaux, eau et feu, froid et chaud, tout dans son jugement se trouvait inversé.

Le seigneur Yang dit au père (du jeune malade): «L'homme supérieur de Lou¹ connaît beaucoup de méthodes. Peut-être arriverait-il à bout (de ce mal). Pourquoi ne pas le solliciter (à ce sujet)?» Sur quoi, le père se rendit à Lou.

Comme il passait par Tch'en, il rencontra Lao Tan² et lui conta l'état de son fils. Ce dernier dit: «Comment sais-tu que ton fils a l'esprit troublé? Tout le monde aujourd'hui se leurre dans les problèmes du juste et de l'injuste, du bien et du mal. Beaucoup souffrent de maux semblables, aussi on ne s'en aperçoit guère. Il y a plus: quand l'esprit d'un seul homme est égaré, toute la famille n'est pas pour cela troublée. Quand une famille a l'esprit égaré, ou une communauté, le pays entier n'en est pas pour autant troublé. Quand un pays a l'esprit égaré, le monde entier n'en est pas pour autant troublé. Quand le monde entier est égaré, qui pourrait encore le troubler? Maintenant, supposons que tous les hommes dans le monde se sentent comme ton fils; alors, le fou, c'est toi. Qui peut établir (l'être) inconditionnel de ce qui est triste, gai, bruyant (ou musical), coloré, odorant, qui a du goût, qui est raisonnable et déraisonnable?

«D'ailleurs, il n'est pas encore sûr que ce que je te dis ne soit pas insensé. Que dire alors de l'homme supérieur de Lou, le premier des insensés? Comment pourrait-il guérir la folie d'autrui? Tu ferais mieux d'épargner les frais de voyage et de retourner sans tarder chez toi.»

Lie-tseu (Chine, école taoïste, 4^e-3^e s. av. J.-C.)
in *Le Vrai Classique du vide parfait*

¹ Confucius.

² Sage taoïste, souvent confondu avec Lao-tseu.



Gaz ou pas gaz?

Dans la rubrique «Espace vert» du numéro d'octobre 1994 (p. 41), j'ai été surpris de lire que les voitures fonctionnant au gaz naturel seraient pratiquement aussi polluantes que les voitures à essence. Il est vrai que la combustion d'un gaz d'origine naturelle ou méthanique produit de l'oxyde d'azote, de l'oxyde de carbone et du gaz carbonique, mais en moins grande quantité que la combustion de l'essence. Par ailleurs, en produisant du méthane à partir des boues des stations d'épuration et de débris végétaux, de déchets industriels et de déjections animales, on ferait d'«une pierre deux coups» puisqu'on obtiendrait de l'énergie plus propre tout en éliminant des déchets encombrants et nuisibles pour l'environnement.

Roger Paganet
Membre des Amis de la Terre
Mesnil-le-Roi (France)

Si, comme on peut le lire dans les rapports de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les voitures au gaz émettent très peu d'oxyde de carbone, la quantité de méthane qu'elles rejettent dans l'atmosphère n'est pas négligeable. Or, selon l'écologiste Edward Goldsmith, 20% du réchauffement planétaire est dû au méthane. La concentration atmosphérique de ce gaz, qui a déjà doublé depuis l'époque préindustrielle, croît d'environ 1% chaque année. Par ailleurs, le gaz destiné aux voitures particulières est encore peu disponible. Le risque est grand de tomber en panne sèche!

France Bequette

Où est passé le débat d'idées?

J'éprouve de l'intérêt pour l'échange et le débat d'idées... non pour les prises de position partisans. Par exemple, dans votre numéro de septembre 1994 (p. 29), je lis dans la chronique de Federico Mayor: «Non, ce n'est pas la liberté qui a créé les problèmes aigus qu'affrontent aujourd'hui tant de pays de l'Est; c'est l'oppression sous laquelle ils ont si longtemps peiné.» Et dans le numéro d'octobre 1994 (p. 4), Bahgat Elnadi et Adel Rifaat écrivent: «On verra se manifester d'autres formes de mépris de la personne et d'exploitation forcée du travail humain — la colonisation de la plupart des sociétés non européennes, la chape fasciste et nazie, la dérive totalitaire de l'Europe de l'Est».

La liquidation du socialisme en URSS et en Europe orientale, en supprimant l'équilibre existant dans les instances internationales, a pour conséquences de substituer au «débat d'idées», qui surgissait de points de vues différents, un style unique de pensée basé sur les dogmes de l'idéologie capitaliste.

M. Champaloux
St-Gratien (France)

Nomades: les chiffres

Aucun pays n'a entrepris de recenser les populations nomades vivant sur son territoire, mais quelques spécialistes, travaillant sur le terrain dans différentes régions, sont en mesure d'avancer certains chiffres. Eux aussi se heurtent souvent au problème de la définition du nomadisme, pratiqué par

des populations aux modes de subsistance variés — élevage, chasse, cueillette, pêche, petit commerce, artisanat — et dont la vie itinérante est imputable à différents facteurs écologiques et économiques.

Ces spécialistes nous ont fait part de leurs estimations, concernant essentiellement les populations nomades pastorales. Ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers de groupes (comme les nomades marins, par exemple, qui seraient au moins 750 000) qui pratiquent le nomadisme mais non l'élevage. Au total, ils dénombrent entre 30 et 40 millions de nomades, répartis comme suit:

- Afrique du Nord et de l'Ouest: 10 - 15 millions (1975)
- Soudan: 2 157 302 (1983)
- Somalie: 1 million (1980)
- Afrique de l'Est: 6 - 7 millions (1975)
- Jordanie: 7 000 (1979)
- Irak: 250 000 (1947)
- Afghanistan: 2,4 millions (1960-1961) 3,04 millions (1971-1972)
- Iran: 1 million (1980)
- Turquie: 750 000 (actuellement)
- Mongolie: 3 millions (actuellement)
- Sibérie: 400 000 (actuellement)
- Europe du Nord: 35 000 (1981)
- Amérique du Sud: 2,5 millions (actuellement).

Il serait très utile pour les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales, les chercheurs et les planificateurs de compter sur des estimations complètes, voire de statistiques précises, des cartes, etc. Pour notre part, nous disposons du personnel compétent, mais malheureusement pas des moyens financiers requis pour mener à bien un tel projet.

Michael J. Casimir et Aparna Rao
Présidents de la Commission des populations nomades
Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques
Cologne (Allemagne)
Tél: (49-221) 470 2278
télécopie: (49-221) 470 5117
Internet: Alv04@rsl.rz.uni-koeln.de

Du respect, plutôt que de la tolérance?

J'ai appris, à la page 43 de votre numéro de septembre 1994, que les Nations Unies ont proclamé 1995 Année de la tolérance. Ici en Inde, l'accès de violence sans précédent déclenché par la destruction insensée de la mosquée Babri à Ayodhya en décembre 1992 nous a donné un aperçu de la malveillance et de la haine toujours si promptes à nous submerger. La tradition et la culture de ce pays, qui a reçu ses premières leçons d'*Ahimsa*, de non-violence, de grands maîtres comme Gautama Bouddha, Vardhamana Mahavir et, à notre époque, le Mahatma Gandhi, ont été anéanties dans la vague de folie meurtrière qui a suivi l'incident de la mosquée.

En tant qu'enseignante et historienne, je me demande si le mot «tolérance» constitue une bonne entrée en matière dans l'éducation pour la paix. Je lui trouve des connotations plutôt péjoratives, des relents de condescendance à l'égard de gens moins bien lotis que soi. L'espoir, l'urgence de paix dont il est porteur me semblent mieux convenir au mot «respect», celui que se doi-

vent les individus, les communautés, les Etats et les nations vivant en bon voisinage. Il s'agit en l'occurrence de respecter nos différentes façons de vivre, en apprenant à accepter ce que nous ne pouvons pas comprendre.

Déclarons donc 1995 «Année internationale du respect» ou, mieux encore, de la coexistence.

G. Venkateswar
Bombay (Inde)

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture, page 3: L. Bertrand © Explorer, Paris. **Page 2:** © Danie Moulin, Le Bourget du Lac. **Pages 5, 7:** © Delphine Warin, Paris. **Page 8:** © Alain Guillou, Le Croisic. **Page 9:** © Laure Vasconi, Paris. **Page 10:** Jenny Matthews © Network/Rapho, Paris. **Page 11:** M. Bertinetti © Rapho, Paris. **Pages 12, 14 à gauche, 40:** © Roland Michaud, Paris. **Page 13:** F. Pitchal © Sygma, Paris. **Page 14 à droite:** © Guillou/Rahuchet, Le Croisic. **Page 15:** Carlos Humberto/TDC © Contact Press Images, Paris. **Page 16:** Frank Siteman © Viesti Associates/Ask Images, Paris. **Page 17, 18 en haut:** Michel Baret © Rapho, Paris. **Page 18 en bas:** David Graham © Black Star/Rapho, Paris. **Page 20:** Willi Peter © Explorer, Paris. **Page 21:** Christian Zachariassen © Sygma, Paris. **Page 22:** Halaska © Explorer, Paris. **Page 23:** J.-M. Turpin © Sygma, Paris. **Page 24 en haut:** G. Atger © Editing, Paris. **Page 24 en bas:** Dumont © REA, Paris. **Page 25:** Rhodri Jones © Panos Pictures, Londres. **Page 26:** Reza © Sygma, Paris. **Page 27 en haut:** Abbas © Magnum, Paris. **Page 27 en bas:** Claudine Doury © Vu, Paris. **Page 28 à gauche:** Hugues de Wurstemberger © Vu, Paris. **Pages 28-29:** Stephane Ragot © Vu, Paris. **Page 34:** UNESCO-Ines Forbes. **Pages 36-37, 37 en haut, 37 au milieu, 38 en bas, 39 en bas:** © Monique Pietri, Paris. **Pages 37 en bas, 38 en haut:** © Armand Emont, Paris. **Page 39 en haut:** tirée de l'art en Inde de C. Sivaramamurti, Editions Mazenod/Citadelles, Paris. **Page 41:** Robert Doisneau © Rapho, Paris. **Page 42:** © Peter Tomlinson. **Page 43:** Charles © Rapho, Paris. **Page 44:** D.R. **Page 47:** © Keystone, Paris.

LISEZ TOUS LES MOIS

ÉTUDES

Revue d'information, de réflexion et de culture

Dans les numéros de janvier et février :

Les guerres de l'eau au Moyen-Orient François BOËDEC

Environnement, agriculture
et développement

Dominique VERMERSCH

Le racisme subtil

Maurice OLIVE

Rwanda : l'Eglise
après le génocide

Octave UGIRA SHEBUYA

Miguel de Unamuno

Pierre SEMPÉ

Choix de films, Chroniques de théâtre,
Revue des livres, Choix de disques

Lc n° : (144 pages) 55 F, étr. 62 F

Rédacteur en chef

Abonnement : 11 n°s / an : 460 F - étr. 560 F

Jean-Yves CALVEZ

Pour recevoir un numéro ou vous abonner, envoyez vos nom,
adresse et règlement à l'ordre d'ÉTUDES à :

Assas Editions • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : (1) 44 39 48 48
Ou, sur Minitel, tapez 36 15 SJ*ETUDES

Lutece
Language
College



Propose depuis 1978
des stages d'anglais
pour scolaires,
universitaires et
adultes, à Jersey,
Guernesey et Londres

- Stages renforcés pour la préparation aux examens
- Cours pendant toute l'année préparant aux examens de Cambridge et de la Chambre de commerce de Londres
- Stages intensifs suivis d'un placement professionnel
- Stages "sur mesures" individuels ou séminaires pour professionnels (cadres, juristes, gestionnaires, etc.)
- Séjours linguistiques pour jeunes et adultes de 2 à 6 semaines pendant les vacances scolaires (tous niveaux, classes de 8 élèves, professeurs hautement qualifiés, hébergement en famille, programme sportif et excursions).

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Lutece Language College
P.O. BOX 623 9 New street
St. Hélier, JERSEY Channel Islands
Tél. : (19.44) 53459502
Fax : (19.44) 53469010

15^e Salon du Livre 17-22 Mars 95 Paris Porte de Versailles



Matinée réservée
aux libraires

lundi 20 mars
9h30 - 12h30

Entrée gratuite
pour les libraires,
bibliothécaires
enseignants
et traducteurs

Invité d'honneur :
l'Espagne



5^e Salon de la Revue Espace Multimédia

Salon des Métiers du Livre

(réservé aux professionnels) 3616 SALONS * LIVRE

Le Salon du Livre est organisé sous l'égide du

SYNDICAT NATIONAL DE
L'ÉDITION



Renseignements : OIP / 62, rue de Miromesnil 75008 Paris
Tél : (1) 49 53 27 00 - Fax : (1) 49 53 27 88

Tous les jours
10h - 19h

Nocturne
mardi 21 mars
jusqu'à 22h

Prix d'entrée
jumelé avec
SAGA et
MUSICORA
: 30 F

Animations,
programme
des dédicaces

Minitel

REJOIGNEZ

LE COURRIER
DE L'UNESCO

SUR
INTERNET

EN VOUS CONNECTANT AU SERVEUR

UNESCO

(adresse: UNESCO.ORG)

à partir du mois de mars

VOUS VOULEZ INTERVENIR SUR UN THÈME?

envoyez vos messages à notre adresse e.mail:

COURRIER.UNESCO@UNESCO.ORG

A L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL,
NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
(MARS 1995) AURA POUR THÈME:

**EXCLUSION ET
INTÉGRATION**

TEXTE INÉDIT DE:

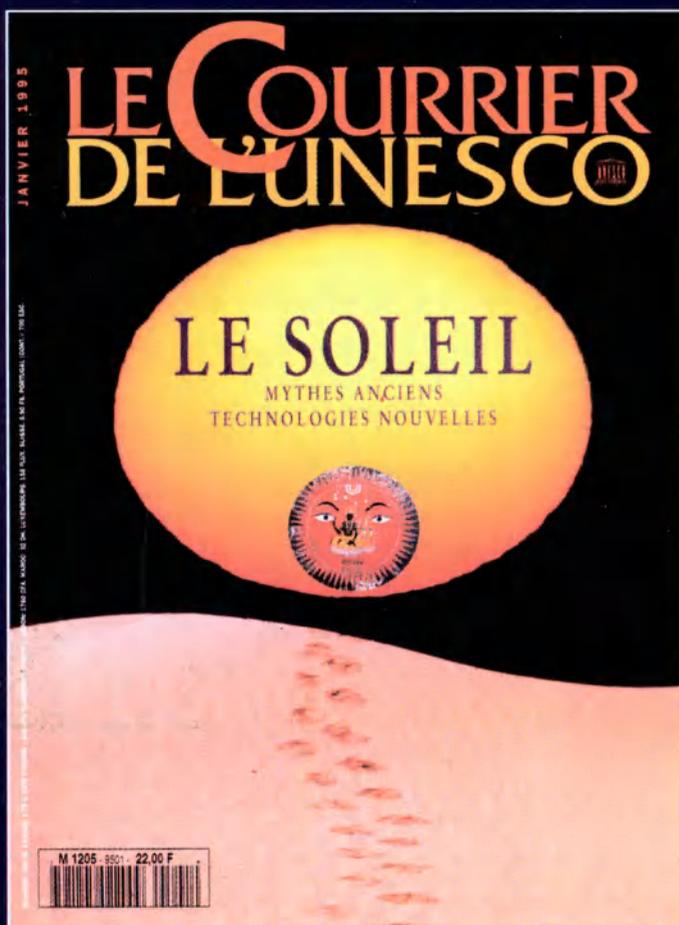
**AUNG SAN SUU KYI,
PRIX NOBEL DE LA PAIX**

PATRIMOINE:

**BYBLOS, CARREFOUR DU
MONDE**

RÉSERVE DE LA BIOSPHERE:

**MONTSENY, UN
LABORATOIRE D'HARMONIE**



**Chaque mois, le magazine
indispensable pour mieux
comprendre les problèmes
d'aujourd'hui et les enjeux
de demain**

**en offrant
à un ami un
abonnement,
vous lui faites
3 cadeaux:**

1

Il découvre l'unique revue culturelle internationale paraissant en 30 langues et attendue, dans 120 pays, par des centaines de milliers de lecteurs de toutes nationalités

2

Il explore, mois après mois, la formidable diversité des cultures et des savoirs du monde

3

Il s'associe à l'œuvre de l'UNESCO qui vise à promouvoir «le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion...»